



CHAMBRE DE COMMERCE  
ET D'INDUSTRIE DU BURKINA FASO

DIRECTION DES ETUDES ET DE LA STRATEGIE



## Perception du climat des affaires au Burkina Faso

Second semestre 2023

Février 2024

**RAPPORT D'ETUDE**

**Adresse :** Siège Ouagadougou, Avenue de Lyon, 01 BP 502 Ouagadougou 01

**Mail:** [info@cci.bf](mailto:info@cci.bf)

**Site web:** [www.cci.bf](http://www.cci.bf)

**Téléphone :** (226) 25 30 61 14/15 ; (226) 25 31 12 66/67

# Table des matières

Liste des figures .....	iii
Liste des tableaux.....	iv
Sigles et abréviations .....	iv
Avant-propos .....	vii
Equipe de rédaction.....	viii
Résumé exécutif.....	ix
INTRODUCTION .....	1
I. APERÇU DE LA CONJONCTURE INTERNATIONALE ET NATIONALE.....	2
I.1. Conjoncture internationale .....	2
I.2. Conjoncture nationale .....	5
II. METHODOLOGIE DE L'ETUDE .....	7
II.1. Champ de l'étude et base de sondage .....	7
II.2. Méthode de construction de l'indice de perception du climat des affaires .....	8
II.3. Présentation des données .....	8
III. APERÇU GENERAL DU CLIMAT DES AFFAIRES AU SECOND SEMESTRE 2023 ET PREVISION POUR LE PREMIER SEMESTRE 2024.....	10
III.1. Vue d'ensemble : indicateur synthétique du climat des affaires.....	10
III.2. Evolution de l'emploi .....	11
III.3. Evolution des investissements .....	13
III.4. Evolution de la demande globale .....	14
III.5. Commerce extérieur.....	15
III.6. Evolution de l'indice de perception de la sécurité .....	16
IV. ÉVOLUTION SECTORIELLE DU CLIMAT DES AFFAIRES.....	17
IV.1. Commerce .....	17
IV.2. Bâtiment et Travaux Publics (BTP) .....	18
IV.3. Industries agroalimentaires.....	19
IV.4. Autres industries .....	20
IV.5. Hôtels et restauration.....	22
IV.6. Transport, transit et entreposage .....	23
IV.7. Secteur financier .....	25
IV.8. Autres services .....	26
V. EVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES AU BURKINA FASO .....	28
V.1. Qualité des services publics.....	28
V.2. Coût des facteurs de production dans l'industrie .....	29
V.3. Le taux directeur de la BCEAO .....	30

V.4.	Effets des taxes supplémentaires sur le résultat net des entreprises .....	30
V.5.	Perception du niveau général des prix des produits de grande consommation .....	31
VI.	PRINCIPALES CONTRAINTES DU SECTEUR PRIVE .....	32
VI.1.	Contraintes d'ordre général.....	32
VI.2.	Contraintes liées aux échanges extérieurs .....	33
VII.	MESURES D'ACCOMPAGNEMENTS DE LA CCI-BF ET RECOMMANDATIONS DU SECTEUR PRIVE 34	
VII.1.	Recommandations des acteurs du secteur privé .....	34
VII.2.	Recommandations à l'endroit de la CCI-BF .....	35
VII.3.	Recommandations adressées au Gouvernement.....	36
	CONCLUSION.....	38
	BIBLIOGRAPHIE.....	ix

## Liste des figures

<b>Graphique 1</b> : évolution du taux de croissance dans quelques ensembles économiques (%) entre 2021 et 2024	4
<b>Graphique 2</b> : Evolution semestrielle de l'indice de perception du climat des affaires	10
<b>Graphique 3</b> : Etat des indicateurs du climat des affaires au second semestre 2023	10
<b>Graphique 4</b> : Evolution sectorielle de l'indice de perception du climat des affaires	11
<b>Graphique 5</b> : Evolution semestrielle de l'indice de perception de l'emploi	12
<b>Graphique 6</b> : Evolution sectorielle de l'indice de perception de l'emploi	12
<b>Graphique 7</b> : Evolution semestrielle de l'indice de perception de l'investissement	13
<b>Graphique 8</b> : Evolution sectorielle de l'indice de perception de l'investissement	13
<b>Graphique 9</b> : Evolution sectorielle de l'indice de perception de la demande globale	14
<b>Graphique 10</b> : Evolution sectorielle de l'indice de perception de la demande	14
<b>Graphique 11</b> : Evolution semestrielle de l'indice de perception des exportations	15
<b>Graphique 12</b> : Evolution sectorielle de l'indice de perception des exportations	16
<b>Graphique 13</b> : Evolution semestrielle de l'indice de perception de l'investissement	16
<b>Graphique 14</b> : Évolution des composantes de l'indice de perception du climat des affaires dans le commerce	17
<b>Graphique 15</b> : Évolution de quelques variables conjoncturelles dans le secteur du commerce	17
<b>Graphique 16</b> : évolution des composantes de l'indice de perception du climat des affaires dans le BTP	18
<b>Graphique 17</b> : Évolution de quelques variables conjoncturelles dans le secteur du BTP	19
<b>Graphique 18</b> : Evolution des composantes de l'indice de perception du climat des affaires dans le secteur de l'agroalimentaire	19
<b>Graphique 19</b> : Évolution de quelques variables conjoncturelles dans le secteur de l'agroalimentaire	20
<b>Graphique 20</b> : Évolution des composantes de l'indice de perception du climat des affaires dans les autres industries	21
<b>Graphique 21</b> : Évolution de quelques variables conjoncturelles dans les autres industries	21
<b>Graphique 22</b> : Évolution des composantes de l'indice de perception du climat des affaires dans le secteur des hôtels et restauration	22
<b>Graphique 23</b> : Évolution de quelques variables conjoncturelles dans le secteur des hôtels et restauration	23
<b>Graphique 24</b> : Évolution des composantes de l'indice de perception du climat des affaires dans le secteur du transport, transit et entreposage	24
<b>Graphique 25</b> : Évolution de quelques variables conjoncturelles dans le secteur du transport, transit et entreposage	24
<b>Graphique 26</b> : Évolution des composantes de l'indice de perception du climat des affaires dans le secteur des banques et établissements financiers	25
<b>Graphique 27</b> : Évolution de quelques variables conjoncturelles dans le secteur des banques et établissement financiers	26
<b>Graphique 28</b> : Évolution des composantes de l'indice de perception du climat des affaires dans les autres services marchands	27
<b>Graphique 29</b> : Évolution de quelques variables conjoncturelles dans les autres services marchands	27
<b>Graphique 30</b> : Appréciation de la qualité des services publics	28
<b>Graphique 31</b> : Causes d'insatisfaction des acteurs du secteur privé vis-à-vis des services publics	29
<b>Graphique 32</b> : Appréciation du coût des facteurs de production	29
<b>Graphique 33</b> : Appréhension sur la mise en place de nouvelle taxe sur le résultat net des entreprises	31
<b>Graphique 34</b> : Appréciation des prix des produits de grande consommation	32
<b>Graphique 35</b> : Contraintes d'ordre général pour le secteur privé	32
<b>Graphique 36</b> : Contraintes liées aux exportations des produits	33
<b>Graphique 37</b> : Contraintes liées aux importations des produits	34
<b>Graphique 38</b> : Attente et recommandation à l'endroit de la CCI-BF	35

## Liste des tableaux

<b>Tableau 1:</b> Projections des taux de croissance du Produit Intérieur Brut, en termes réels (en %) dans les pays de l'UEMOA.....	5
<b>Tableau 2 :</b> Répartition des entreprises répondantes suivant la région et le secteur d'activité.....	9

## Sigles et abréviations

BCEAO	:	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BTP	:	Bâtiment et Travaux Publics
CCI-BF	:	Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso
CEDEAO	:	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CNSS	:	Caisse Nationale de Sécurité Sociale
DGEP	:	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGI	:	Direction Générale des Impôts
Fichier NERE	:	Fichier National des Entreprises et des Regroupements d'Entreprises
FMI	:	Fonds Monétaire International
KWH	:	Kilowattheure
IPCA	:	Indice de Perception du Climat des Affaires
PIB	:	Produit Intérieur Brut
PME	:	Petites et Moyennes Entreprises
SA	:	Société Anonyme
SARL	:	Société à Responsabilité Limitée
UEMOA	:	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

## Avant-propos

L'économie mondiale est en passe de réaliser sa plus faible performance moyenne sur cinq années depuis 30 ans. L'année 2023, a été marquée par des politiques monétaires restrictives, un durcissement des conditions financières, la perturbation des chaînes d'approvisionnement et la persistance des tensions géopolitiques. En conséquence, le taux de croissance mondiale s'est de nouveau contracté à 2,6% en 2023 après 3% en 2022<sup>1</sup> et devrait enregistrer un triste record d'ici fin 2024 en s'établissant à 2,4%.

Au Burkina Faso, l'économie continue de faire preuve de résilience, malgré la crise sécuritaire qui sévit dans le pays. En dépit des incertitudes sur la conjoncture internationale, les perspectives de croissance sont assez favorables du fait des résultats engrangés dans les actions de lutte pour le rétablissement de la paix et de la sécurité sur toute l'étendue du territoire national. Le taux de croissance du PIB en termes réels, devrait croître et atteindre 4,8% en 2024 (Banque mondiale, 2024), après 4,3% en 2023 et 1,5% en 2022.

Malgré ce contexte, l'économie burkinabè devrait générer environ 300 000 emplois par an pour répondre aux défis liés à sa croissance démographique. Cependant, les investissements privés restent faibles et représentent à peine 1,5 milliard USD par an. Au même moment, le Burkina Faso est amené à faire face à un fort besoin de mobilisation de ressources internes pour l'effort de paix. Ces défis renforcent les attentes vis-à-vis du secteur privé dans son rôle de création de richesse, de revenus et d'emplois, mais aussi de mobilisation des ressources.

Pour ce faire, une démarche structurée accompagnée de réformes politiques appropriées s'impose. Ces réformes doivent cependant être conçues sur la base de données exactes, montrant les contraintes pesant sur le secteur privé et les opportunités qui s'offrent à lui. C'est l'objet du présent rapport d'enquête que la CCI-BF met semestriellement à la disposition des pouvoirs publics et des acteurs économiques et de tous les partenaires de l'institution.

**Mahamadi SAVADOGO**

**Président de la Chambre de Commerce  
et d'Industrie du Burkina Faso,  
Grand Officier de l'Ordre de l'Étalon**

---

<sup>1</sup> Perspectives économiques mondiales de la Banque mondiale, Janvier 2024

## **Equipe de rédaction et remerciements**

L'étude de perception du climat des affaires au Burkina Faso est une production semestrielle de la Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso.

La présente édition, a été élaborée par des cadres de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso (CCI-BF), sous la supervision du Directeur Général de la CCI-BF, Monsieur Mahamady KOUSSOUBE et la coordination technique du Directeur des Études et de la Stratégie, Dr Idrissa KABORE.

L'équipe de rédaction est composée de Madame Raïssa KORMODO/ZOUNGRANA, Cheffe du Service statistique, de Monsieur Jean Ives BORO, Chargé d'études et de statistiques d'entreprises, de Monsieur KOUDOUGOU Germain W., Chargé d'études et de suivi-évaluation et de Monsieur DIOMA Amidou, Chargé d'Études et de Prospective.

La CCI-BF adresse ses vifs remerciements aux structures partenaires et à l'ensemble de la communauté des chefs d'entreprises au Burkina qui depuis 2006 accompagnent ses directions techniques dans l'élaboration du rapport de perception via le remplissage des questionnaires d'enquêtes.

## Résumé Exécutif

Dans le cadre du suivi de l'activité économique et de l'accompagnement des entreprises au Burkina Faso, la Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso (CCI-BF) organise semestriellement une enquête de perception du climat des affaires. Le rapport d'enquête de perception du climat des affaires est un document qui met en exergue les évolutions récente et future de l'environnement économique de l'entreprise burkinabè à partir des données recueillies auprès de chefs d'entreprises et des structures partenaires de la CCI-BF. A partir de l'analyse de ces évolutions, le rapport présente des propositions, suggestions, attentes et recommandations des opérateurs économiques quant à l'amélioration du climat des affaires. A ce titre, il constitue un tremplin d'informations qui permettent à l'institution consulaire, à l'Etat et à l'ensemble des partenaires du secteur privé burkinabè d'entreprendre des actions appropriées au profit de ce secteur dans la perspective d'une amélioration continue du climat des affaires à court et moyen termes.

L'édition du second semestre 2023 de l'enquête de perception du climat des affaires fait un diagnostic précis de l'évolution de l'environnement économique à partir d'un échantillon représentatif d'entreprises sélectionnées dans les régions du Centre et des Hauts-Bassins qui concentrent à elles seules 77,6% des entreprises en activité au 31 janvier 2023 au Burkina Faso.

Des résultats de l'enquête, il ressort que l'environnement des affaires au Burkina Faso demeure défavorable au second semestre 2023. L'indicateur de perception du climat des affaires est ressorti à 0,331 au second semestre 2023, après s'être affiché à 0,337 au premier semestre 2023 soit une dégradation de 0,006 point.

Au niveau sectoriel, l'industrie et les services ont enregistré un léger ralentissement de leurs activités tandis que le commerce montre une hausse non négligeable de l'activité comparativement au semestre passé. Le climat des affaires en général défavorable a occasionné une légère contraction du niveau de l'emploi et des dépenses d'investissements sur la période. Toutefois, les chefs d'entreprises ont enregistré une nouvelle augmentation de la demande globale des biens et services (0,370) au second semestre comparée au premier semestre 2023. Il en est de même pour les exportations dont le niveau a connu un rebond au second semestre 2023.

Les prévisions pour le premier semestre 2024 s'annoncent bonnes pour les chefs d'entreprises. L'indice de perception enregistrera une forte amélioration pour s'établir à 0,530. Cette

amélioration serait principalement soutenue par l'augmentation de la demande globale, des dépenses d'investissements et du niveau de l'emploi.

Au cours de la période sous revue, le secteur privé national a connu des contraintes conjoncturelles et structurelles qui ont affecté son activité. Le déficit en capital humain et l'insuffisance de l'offre d'énergie et son coût élevé ressortent comme les deux principales contraintes majeures à l'investissement privé au Burkina Faso au cours de la période. A côté de celles-ci, il existe d'autres contraintes sous-jacentes que les données de l'enquête révèlent. Il s'agit notamment de « l'insécurité » selon 92,35% des chefs d'entreprises, suivi de la « corruption » (3,24%) et du « Manque de célérité des opérations en douane » (1,76%).

Face à ces contraintes, des recommandations ont été formulées par les acteurs économiques interrogés à l'endroit du secteur privé, de la CCI-BF et du gouvernement. A l'endroit du secteur privé les chefs d'entreprises estiment que le renforcement de son appui au gouvernement de la Transition est capital pour la consolidation des efforts de reconquête du territoire et partant de l'amélioration du climat des affaires. De leur point de vue, cet appui pourrait se matérialiser par :

- l'accroissement substantiel des aides des opérateurs économiques au Personnes Déplacées Internes (PDI) selon les propositions de 23% des chefs d'entreprises ;
- la création d'emploi pour une meilleure intégration des jeunes au développement du pays (14% des propositions) ;
- la cohésion sociale dans les milieux d'affaires pour un engagement franc et total de tous les opérateurs économiques du Burkina (12% des avis) au service de la cause nationale;
- le civisme fiscal des entreprises pour le renforcement financier des recettes publiques selon les propositions de 11% des acteurs ;
- l'instauration d'un fonds spécial financé par le secteur privé pour le soutien aux opérateurs économiques des zones touchées par les attaques terroristes (7,4% des propositions)
- l'organisation des états généraux du secteur privé pour définir/amorcer une sortie réussie de crise à travers la mise en place d'une stratégie nationale (1,1%).

Par ailleurs l'on note qu'environ 35% des chefs d'entreprises interrogées n'ont pas fait de propositions sur la question.

Vis-à-vis de la CCI-BF, les attentes et recommandations formulées par les opérateurs économiques sont à la fois diverses et arborescent plusieurs secteurs domaines. Suivant la récurrence des attentes, les principales dégagées concernent :

- ***l'accompagnement financier de la CCI-BF*** : 42,1% des chefs d'entreprises souhaitent que la CCI-BF mène des négociations avec les banques et établissements financiers en vue de la réduction des taux d'intérêt du crédit qu'ils estiment très élevé ;
- ***la réduction des taxes*** : 29% des opérateurs espèrent que la CCI-BF puisse échanger avec le gouvernement sur les possibilités de réduction des taxes ;
- ***l'accompagnement pour les partenariats d'affaires à l'étranger*** : pour 11% des chefs d'entreprises enquêtées, la CCI-BF pourrait développer des services en vue de booster la prospection et la facilitation des contrats d'affaires avec l'étranger. Pour ces chefs d'entreprises, cette mesure permettrait également la diversification et la sécurisation de leur source d'approvisionnement et/ ou de desserte des produits d'exportation ;
- ***l'accompagnement dans les projets d'investissements agricoles*** : les acteurs économiques (6,2%) attendent de la CCI-BF une stratégie/projet de financement pour encourager les entreprises à entreprendre dans le secteur agricole, en réponse à la politique du gouvernement dans ce domaine ;
- ***la lutte contre la fraude*** : selon les suggestions de 4% des répondants, la CCI-BF devrait intensifier les actions en faveur de la lutte contre la fraude et la contrefaçon des marchandises notamment celles produites par les entreprises burkinabè.

Quant aux recommandations à l'endroit du gouvernement, l'on note :

- ***l'allègement de la pression fiscale*** : pour 53% des chefs d'entreprises, les taxes sont nombreuses et très lourdes à supporter pour les entreprises. Ils souhaitent une réduction des taxes et pour certains, à défaut d'une réduction, que l'Etat s'engage à les limiter ;
- ***l'apurement de la dette intérieure*** : 18% des opérateurs économiques décrivent les retards de paiement par l'Etat des marchés publics exécutés. Cette situation constitue de véritables goulots d'étranglements pour les entreprises qui se retrouvent souvent dans l'impasse entre plusieurs marchés avec l'incapacité d'honorer les engagements bancaires, fiscaux et sociaux ;
- ***l'instauration d'un système de taxation plus équitable*** : selon 11% des entreprises interrogées, les dispositions fiscales de la loi de finances 2024 ne tiennent pas

suffisamment compte des capacités productives des entreprises. Ils donc proposent la mise en place d'une fiscalité plus adaptée aux pme.

*La sécurisation des grands axes routiers (5% des avis) et l'intensification de la lutte contre le terrorisme dans certaines zones stratégiques (4%)* ont été également proposées par certains acteurs économiques interrogés.

Tout compte fait, le premier semestre 2024 reste celui de l'espoir pour les chefs d'entreprises. Une amélioration de l'environnement des affaires pendant longtemps défavorable est vivement attendue, en lien avec la hausse de la demande globale, des niveaux des investissements, de l'emploi et des échanges extérieurs. Cependant, l'annonce du retrait des pays de l'Alliance des Etats du Sahel (AES) de la CEDEAO en fin janvier 2024 pourrait constituer une source d'inquiétudes pour les opérateurs économiques qui ont des intérêts économiques et commerciaux dans l'espace CEDEAO. Toutefois, des actions fortes et une bonne stratégie de communication sur les implications potentielles de ce retrait s'avèrent nécessaires

# INTRODUCTION

L'économie mondiale pâtit des tensions géopolitiques observés tant en Europe, en Afrique et au Moyen Orient durant la deuxième moitié de l'année 2023. En effet, la crise russo-ukrainienne, les perturbations des chaînes d'approvisionnement et les politiques monétaires restrictives ont eu raison des perspectives de croissance de l'économie mondiale.

Si au niveau communautaire (UEMOA) les perspectives de croissance tablaient sur un taux de 2,9% (pour la moyenne communautaire) en fin 2023, au Burkina Faso le taux de croissance s'est établi à 3,6% en 2023, soit une hausse de 50% par rapport à son niveau de 2022<sup>2</sup>. Cette situation témoigne de la résilience du secteur privé national qui a poursuivi ses activités malgré un contexte très difficile. Les efforts de dynamisation de l'activité économique par le secteur privé ont été soutenus par les pouvoirs publics qui ont également lancé de vastes chantiers d'investissements (communautaire, minier, infrastructures routières...) sur la période.

Le rapport de perception du climat des affaires est un document de synthèse de l'évolution de la conjoncture économique nationale à partir des données recueillies auprès des chefs d'entreprises et des structures partenaires de la CCI-BF. Il retrace l'évolution présente et future de l'activité économique à court et moyen termes et met en exergue l'évolution des leviers pouvant actionner des changements majeurs dans la conduite de l'activité économique dans son ensemble. Ce rapport permet de dresser, grâce à la collecte des opinions des chefs d'entreprises, les attentes et les priorités du monde des affaires en termes d'accompagnements.

Le présent rapport s'articule autour de quatre sections. La première traite de la conjoncture internationale et nationale. Elle analyse les évolutions de l'économie internationale qui sont susceptibles d'affecter celle du Burkina Faso. La seconde section présente la méthodologie et les caractéristiques des données collectées auprès des chefs d'entreprises. La section 3 est consacrée à l'analyse de l'indicateur du climat des affaires calculé à partir des données collectées. La dernière section présente, d'une part, l'évolution de l'environnement des affaires suites aux diverses mesures prises au cours du second semestre 2023 et, d'autre part, des recommandations formulées par les entreprises vis-à-vis du gouvernement et de l'institution consulaire.

---

<sup>2</sup> DGEP, janvier 2024

## I. APERÇU DE LA CONJONCTURE INTERNATIONALE ET NATIONALE

### I.1. Conjoncture internationale

Au cours de l'année 2023, l'économie mondiale a été marquée par des politiques monétaires restrictives, un durcissement des conditions financières, la perturbation des chaînes d'approvisionnement et la persistance des tensions géopolitiques. En conséquence, la croissance de l'économie mondiale est ressortie à 2,6% en 2023 après 3% en 2022<sup>3</sup> et devrait enregistrer sa troisième année consécutive de ralentissement en 2024 en ressortant à 2,4%. En revanche, les différentes mesures prises en faveur de la stabilité des prix devraient assurer un relâchement progressif des pressions inflationnistes. De ce fait, l'inflation mondiale baisserait progressivement à 6,9% en 2023 et à 5,8% en 2024 après un seuil record de 8,7% en 2022<sup>4</sup>.

**Dans les économies avancées**, le même profil de croissance serait observé entre 2022 et 2024. En effet, la croissance de l'activité économique devrait baisser de 1 point de pourcentage en passant de 2,5 % en 2022 à 1,5% en 2023 et à 1,2% en 2024. Quant à l'inflation, les prévisions montrent un retour progressif à la normale avec un niveau d'inflation passant de 4,6% en 2023 à 3% en 2024.

Aux **Etats-Unis**, le rythme de croissance de l'activité économique devrait rebondir en passant de 1,9% en 2022 à 2,5% en 2023 avant de fléchir à 1,6% en 2024. Ces statistiques seraient la résultante d'une baisse de la consommation privée et la poursuite des politiques de lutte contre l'inflation notamment le relèvement des taux d'intérêt par la banque fédérale.

Dans la **zone euro**, la croissance économique est estimée à 0,4% en 2023 après 3,4% en 2022, soit une baisse de 3,0 points de pourcentage. Cette régression du rythme de la croissance serait liée aux coûts élevés de l'énergie suite aux perturbations de l'offre énergétique en provenance de la Russie et le durcissement de la politique monétaire pour contrer l'inflation. En perspective, la croissance de l'économie de la zone euro devrait se situer à 0,7% en 2024. Cette reprise serait principalement due au regain d'activité dans les secteurs des services et du tourisme.

Au **Japon**, la croissance économique a enregistré une hausse pour se situer à 1,8% en 2023 après 1,0% en 2022. Les perspectives économiques du pays sont peu reluisantes. En effet, la croissance du PIB devrait ralentir pour se situer à 0,9 % en 2024.

---

<sup>3</sup> Perspectives économiques mondiales de la Banque mondiale, Janvier 2024

<sup>4</sup> World Economic Outlook Database, FMI, Octobre 2023

**Dans les économies émergentes et en développement**, en moyenne, la croissance économique a enregistré une hausse en passant de 3,7% en 2022 à 4,0% en 2023. En perspectives, elle resterait stable entre 2023 et 2024 en ressortant à 3,9%. Quant à l'inflation, elle demeurerait très élevée en passant de 9,8% en 2022 à 8,5% en 2023 et à 7,8% en 2024. Ces tendances tiennent au ralentissement de l'économie mondiale, aux difficultés d'approvisionnement en produits alimentaires et énergétiques, au renchérissement des importations et de l'ampleur de la crise immobilière en Chine.

**En Chine**, après la forte reprise en 2023, la croissance devrait ralentir à 4,5 % en 2024. La crise immobilière, la faiblesse de la demande intérieure et de l'investissement sont les principaux risques baissiers.

Quant à la **Fédération de Russie**, après la récession en 2022, l'activité économique a enregistré une reprise vigoureuse en 2023 pour se situer 2,6%. Cette reprise de la croissance s'explique par une relance budgétaire considérable, un haut niveau d'investissement et une augmentation de la demande intérieure. En termes de perspectives, la croissance du PIB est projetée à 1,3% en 2024.

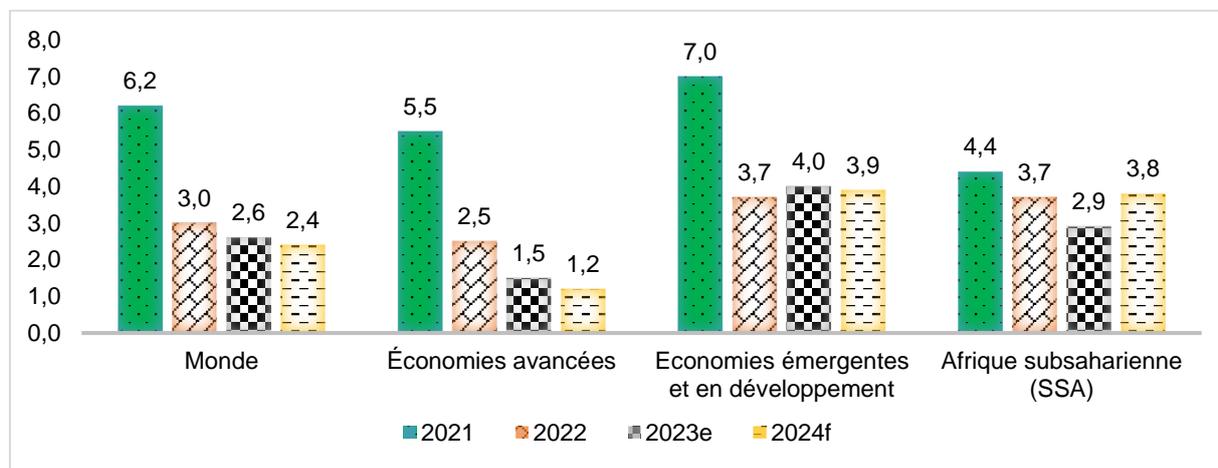
**En Afrique subsaharienne**, le rythme de progression de l'activité économique s'est ralenti pour atteindre un taux estimé à 2,9 % en 2023. Cela s'expliquerait par la baisse des cours mondiaux, l'affaiblissement de la demande extérieure et le resserrement des politiques nationales visant à lutter contre l'inflation persistante. En perspectives, la croissance en Afrique subsaharienne devrait s'accélérer pour atteindre 3,8 % en 2024. Quant à l'inflation, elle se situerait à 15,8% en 2023 et à 13,1% en 2024 après 14,5% en 2022.

**Au Nigéria**, la croissance s'est contractée pour se situer à un taux estimé à 2,9 % en 2023 après 3,3% en 2022. Cela s'explique par une baisse de la production de pétrole et de gaz due à des travaux de maintenance. En perspectives, l'activité économique devrait remonter à 3,3% en 2024.

L'**Afrique du Sud** a enregistré un nouveau repli de sa croissance estimée à 0,7% en 2023 en raison d'une politique monétaire restrictive, de l'impact de la crise énergétique et des goulets d'étranglement dans les transports. Les projections montrent que la croissance rebondira à 1,3% en 2024.

En **Angola**, la croissance économique a ralenti pour s'établir à un taux estimé à 0,5% du fait de la baisse de la production pétrolière en lien avec la maturité des champs pétrolifères. Toutefois, les perspectives sont favorables avec une croissance projetée à 2,8% en 2024.

**Graphique 1** : évolution du taux de croissance dans quelques ensembles économiques (%) entre 2021 et 2024



Source : Construit à partir des données du rapport sur les perspectives économiques de la Banque Mondiale, Janvier 2024, e = estimation ; f = prévision

**Au sein de l'UEMOA**, l'activité économique est restée dynamique au deuxième semestre 2023. En effet, le rythme de croissance de l'activité économique devrait ressortir à 5,7% au troisième trimestre 2023 et à 6,0% au quatrième trimestre 2023, après une croissance de 5,5% au deuxième trimestre 2023<sup>5</sup>. En moyenne annuelle, le taux de croissance de l'activité économique est estimé à 4,4% en 2023 après 5,4% en 2022. Ces performances économiques seraient davantage tirées par la demande intérieure. Cependant, la plupart des pays de l'union ont connu un recul de leur croissance par rapport à 2022 à l'exception du Mali et du Burkina Faso qui ont enregistré respectivement une hausse de 0,3 point de pourcentage et de 2,8 points de pourcentage en 2023.

Les perspectives économiques seraient plutôt favorables au sein de l'Union. Selon les projections de la Banque Mondiale, la plupart des économies de l'UEMOA enregistreront une reprise économique en 2024. Cela s'expliquerait par la mise en production de nouveaux projets gaziers, pétroliers et miniers au Niger, en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Burkina Faso. Ces prévisions optimistes restent tout de même tributaires de l'évolution de la conjoncture

<sup>5</sup> BCEAO, NOTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE - NOVEMBRE 2023

internationale, de la situation sécuritaire à l'intérieur de l'Union mais également des conditions agro-climatiques.

**Tableau 1:** Projections des taux de croissance du Produit Intérieur Brut, en termes réels (en %) dans les pays de l'UEMOA

	2021	2022	2023e	2024f
<b>Bénin</b>	7,2	6,3	5,8	6,0
<b>Burkina Faso</b>	6,9	1,5	4,3	4,8
<b>Côte d'Ivoire</b>	7,0	6,7	6,3	6,5
<b>Guinée Bissau</b>	6,4	3,5	2,8	5,6
<b>Mali</b>	3,1	3,7	4,0	4,0
<b>Niger</b>	1,4	11,5	2,3	12,8
<b>Sénégal</b>	6,5	4,2	4,1	8,8
<b>Togo</b>	6,0	5,8	5,2	5,2
<b>Ensemble UEMOA</b>	5,6	5,4	4,4	6,7

Source : Construit à partir des données du rapport sur les perspectives économiques de la Banque Mondiale, Janvier 2024, e = estimation ; f = prévision

## I.2. Conjoncture nationale

Tout au long de l'année 2023, l'activité économique a été marquée par la persistance des tensions inflationnistes et des menaces sécuritaires.

Dans ce contexte, l'économie nationale a amorcé une reprise avec une croissance estimée à 4,3% en 2023 après 1,5% en 2022. En dépit des incertitudes sur la conjoncture internationale et de la situation sécuritaire sur le plan interne, les perspectives de croissance sont assez favorables. En effet, le taux de croissance du PIB en termes réels, devrait croître à 4,8% en 2024 (Banque mondiale, 2024). Ces prévisions seraient tributaires d'une accalmie des tensions géopolitiques au niveau international notamment la crise russo-ukrainienne, d'une amélioration de la situation sécuritaire au regard des efforts déployés, de la stabilité sociopolitique et des conditions météorologiques.

Quant à l'inflation, elle devrait enregistrer un retour progressif à la normale. Selon les données de la Direction générale de l'économie et de la planification (DGEP), l'inflation s'afficherait à 0,7% en 2023, en baisse de 13,4 points de pourcentage par rapport à 2022. La décélération de l'inflation serait essentiellement tributaire de la politique monétaire restrictive de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et de l'amélioration des disponibilités alimentaires. Cependant, les prévisions d'inflation (2,5 % en 2024) pourraient être mises-en mal du fait de nombreux risques à tendance haussière liés surtout à l'insécurité et aux aléas climatiques.

Quant au commerce extérieur du Burkina Faso, il devrait connaître un ralentissement en passant de 14,2% en 2022 à 3,4% en 2023. Ainsi, au troisième trimestre 2023, les exportations et les importations ont enregistré une baisse respective de 11,0% et de 2,0%. La Suisse demeure la première destination des exportations suivie des Émirats Arabes Unis. La Chine est le principal fournisseur du Burkina au troisième trimestre 2023 suivi de la Côte d’Ivoire et de la Russie. En 2024, les échanges commerciaux du pays croitraient pour se situer à 8,1%.

Le taux de couverture des importations de biens par les exportations a connu un recul en passant de 78,6% au deuxième trimestre 2023 à 71,4% au troisième trimestre 2023. Il ressortirait à 124,9% en 2024.

## II. METHODOLOGIE DE L'ETUDE

Le rapport d'analyse de la perception du climat des affaires est réalisé à partir des données collectées auprès des chefs d'entreprises et des structures partenaires (nationales et internationales) en charge du suivi de l'activité économique et de l'évolution des agrégats macroéconomiques (la DGEP, la BCEAO, le FMI, l'UEMOA, la BAD, la Banque Mondiale, Afrisat, l'INSD, etc.).

La collecte des données auprès des chefs d'entreprises a été réalisée via une enquête conduite par la CCI-BF du 04 au 15 janvier 2024. Il s'est agi d'administrer un questionnaire auprès d'un échantillon représentatif d'entreprises afin de recueillir les opinions sur l'évolution de la conjoncture économique au second semestre 2023 et leurs projections sur le semestre suivant. L'enquête a mobilisé une équipe de 3 superviseurs et 24 enquêteurs sur l'ensemble des deux villes.

Une fois collectées, les données ont été saisies puis traitées et ré-codifiées en vue des analyses. Le logiciel R a été utilisé pour la construction de l'Indice de Perception du climat des affaires.

### II.1. Champ de l'étude et base de sondage

L'étude a concerné un échantillon de 500 entreprises tiré à partir du Fichier National des Entreprises et des Regroupements d'Entreprises (Ficher NERE), base de données des entreprises formelles gérée par la Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso.

L'enquête a été réalisée dans la région du Centre et des Hauts-Bassins qui concentrent à elles seules 77,6% des entreprises actives (IFU actif).

L'unité d'observation est l'entreprise formelle, immatriculée au Registre de Commerce et de Crédit Mobilier (RCCM), disposant d'un Identifiant Financier Unique (IFU) et d'un identifiant employeur à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS).

La méthode d'échantillonnage utilisée est celle des quotas. Il s'agit d'une méthode non probabiliste à choix raisonné permettant de disposer d'un échantillon stratifié à l'image de la structuration de la base de sondage. Les critères de stratification au nombre de trois, sont la taille de l'entreprise (niveau de chiffre d'affaires exercice 2022), le secteur d'activité (commerce, industrie et services) et la région (concentration géographique).

## II.2. Méthode de construction de l'indice de perception du climat des affaires

La construction de l'indice de perception du climat des affaires (IPCA) s'opère en trois étapes. *La première* consiste à identifier à partir du questionnaire les variables de perceptions et de les regrouper dans des dimensions ou groupes de variables qui donnent plus ou moins une appréhension sur un domaine spécifique. Au total 27 variables ont été identifiées et réparties en 13 dimensions que sont : le cadre macroéconomique et réglementaire, le climat social, le climat politique, la situation sécuritaire, l'emploi, les infrastructures, les investissements, les exportations, la qualité des services publics, les pratiques dans les marchés publics, la demande globale, la corruption et le financement bancaire.

*Dans la seconde étape*, il s'est agi de transformer l'échelle d'évaluation des variables qui entrent dans la construction de l'indice en une notation allant de 0 à 1. De ce fait, les variables à modalités exclusives « *oui* ou *non* » ont été recodées respectivement en « 1 ou 0 ». Les valeurs 0, 0,5 et 1 ont été attribuées respectivement aux modalités Mauvaise, Acceptable et Bonne ou aux modalités Impact Négatif, Pas d'impact majeur et Impact positif. Aussi, pour chaque variable recodée, les observations ont été pondérées par le poids relatif de l'entreprise en termes de chiffre d'affaires afin de dégager un indice élémentaire. A cette étape, il devient possible de calculer l'indice élémentaire lié à chaque variable et en même temps d'élaborer l'indice élémentaire lié à chaque dimension qui résulte de la moyenne arithmétique des indices élémentaires des variables qui la composent.

*A la troisième étape*, l'on élabore à partir des indices des 13 dimensions, l'IPCA global qui s'obtient en faisant la moyenne arithmétique des 13 indicateurs de perception des différents domaines sous l'hypothèse que l'impact de chaque variable sur le climat des affaires peut être considérable et produire des effets d'entraînement sur les autres variables. Cette hypothèse forte est vérifiée dans les modèles macroéconomiques dynamiques où tous ces agrégats se révèlent être corrélés.

## II.3. Présentation des données

L'échantillon cible était composé de 500 entreprises dont 425 pour la région du Centre et 75 pour celle des Hauts-Bassins. A l'issue de l'opération de collecte, 357 chefs d'entreprises ont effectivement renseigné les fiches de questionnaire soit un taux global de réponse de 71,4%.

La répartition de la base d'analyse par région et par secteur d'activité se présente comme suit :

- **Région** : Centre, 284 entreprises répondantes (79,55%) et Hauts-Bassins 73 entreprises (20,45%).
- **Catégorie** : 177 entreprises de commerce (49,58%), 56 du secteur de l'industrie (15,69%) et 124 du secteur des services (34,73%).

**Tableau 2** : Répartition des entreprises répondantes suivant la région et le secteur d'activité

Nombre de CATEGORIE Catégorie/ taille	REGION		Total en effectif	Total en %
	Hauts-Bassins	Centre		
<b>Commerce</b>	<b>33</b>	<b>144</b>	<b>177</b>	<b>49,58%</b>
Grandes entreprises	18	62	80	22,41%
Moyennes entreprises	9	64	73	20,45%
Petites entreprises	3	9	12	3,36%
Micros entreprises	3	9	12	3,36%
<b>Industrie</b>	<b>10</b>	<b>46</b>	<b>56</b>	<b>15,69%</b>
Grandes entreprises	6	16	22	6,16%
Moyennes entreprises	3	26	29	8,12%
Petites entreprises	1	2	3	0,84%
Micros entreprises		2	2	0,56%
<b>Services</b>	<b>30</b>	<b>94</b>	<b>124</b>	<b>34,73%</b>
Grandes entreprises	12	48	60	16,81%
Moyennes entreprises	2	24	26	7,28%
Petites entreprises	7	12	19	5,32%
Micros entreprises	9	10	19	5,32%
<b>Total général</b>	<b>73</b>	<b>284</b>	<b>357</b>	<b>100,00%</b>

**Source** : Enquête PCAF/CCI-BF, janvier 2024 /Notre construction

La répartition suivant la taille montre que la base des répondantes est constituée de 45,38% de grandes entreprises et de 35,8% de moyennes entreprises. Les petites et micros entreprises représentent respectivement 9,52% et 9,24%.

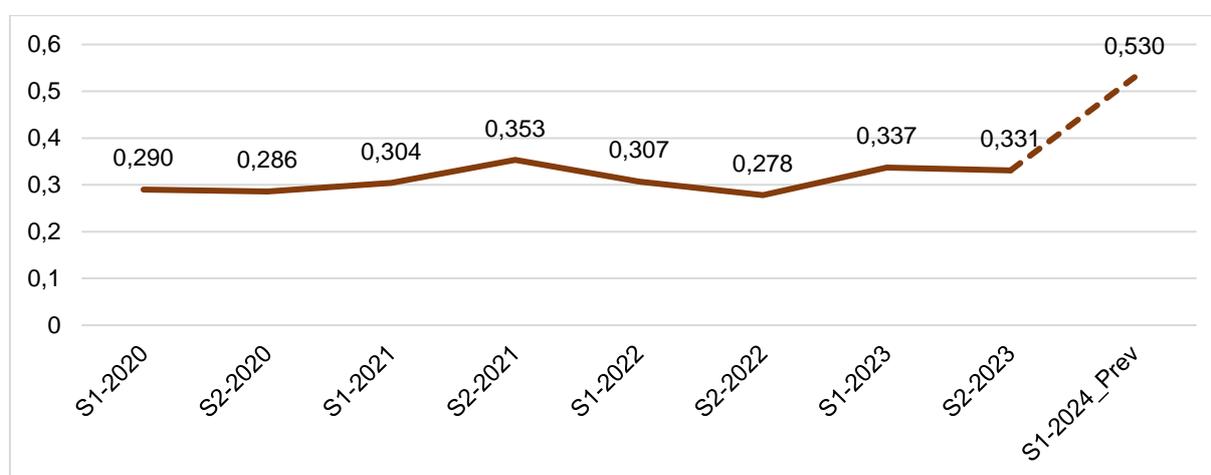
### III. APERÇU GENERAL DU CLIMAT DES AFFAIRES AU SECOND SEMESTRE 2023 ET PREVISION POUR LE PREMIER SEMESTRE 2024

#### III.1. Vue d'ensemble : indicateur synthétique du climat des affaires

*Une quasi stabilité du climat des affaires au 2<sup>nd</sup> semestre 2023 par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2023 mais demeurant défavorable.*

L'environnement des affaires au Burkina Faso demeure défavorable au second semestre 2023. En effet, l'indicateur de perception du climat des affaires est ressorti à 0,331 au second semestre 2023, après s'être affiché 0,337 au premier semestre 2023 soit une dégradation de 0,006 point. Au premier semestre 2024, l'indice enregistrera une forte amélioration pour s'établir à 0,530 selon les projections des chefs d'entreprises.

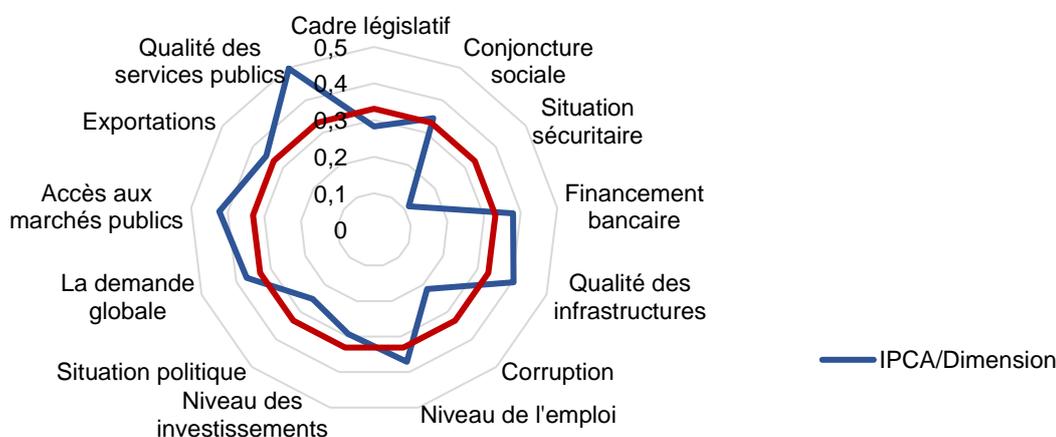
**Graphique 2 :** Evolution semestrielle de l'indice de perception du climat des affaires



**Source :** Enquête PCAF/CCI-BF, janvier 2024/ Notre construction

Les variables ayant été favorables à l'indice du climat des affaires sont principalement la qualité des services fournis par l'administration publique aux entreprises, l'accès aux marchés publics et le financement bancaire.

**Graphique 3:** Etat des indicateurs du climat des affaires au second semestre 2023

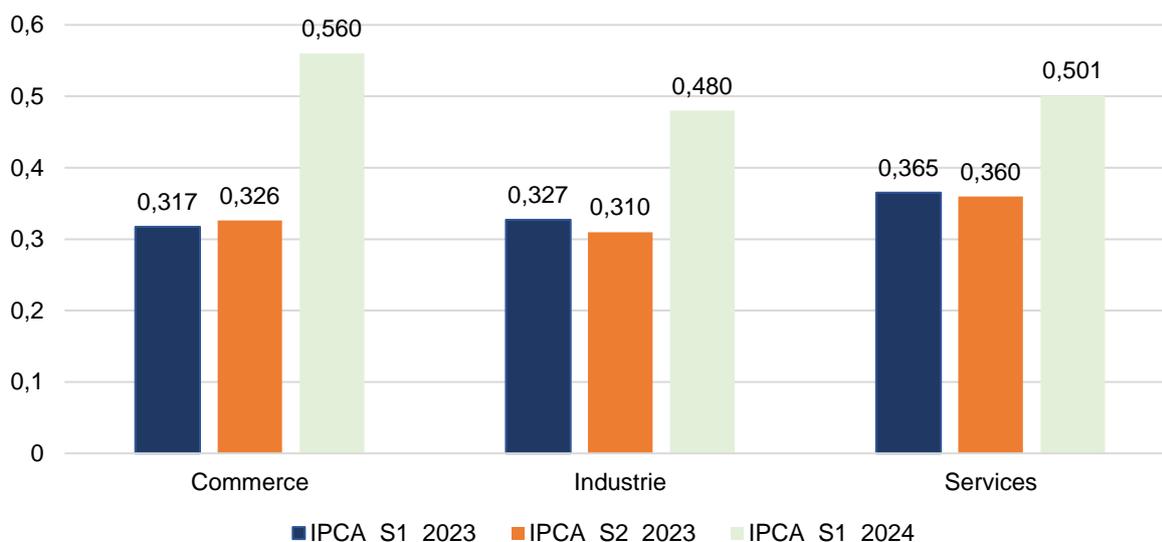


**Source :** Enquête PCAF/CCI-BF, janvier 2024/ Notre construction

Cependant, certains défis restent à relever selon les chefs d'entreprises : il s'agit principalement des menaces sécuritaires, de la corruption et de la situation politique qui ont entravé la bonne marche de l'activité économique au second semestre.

Au niveau sectoriel, l'indicateur de perception du climat des affaires a connu une évolution assez similaire dans le secteur de l'industrie et des services. En effet, ces deux secteurs ont enregistré un léger ralentissement de leurs activités tandis que le commerce montre une hausse de l'activité comparativement au semestre passé.

**Graphique 4 :** Evolution sectorielle de l'indice de perception du climat des affaires



**Source :** Enquête PCAF/CCI-BF, janvier 2024/ Notre construction

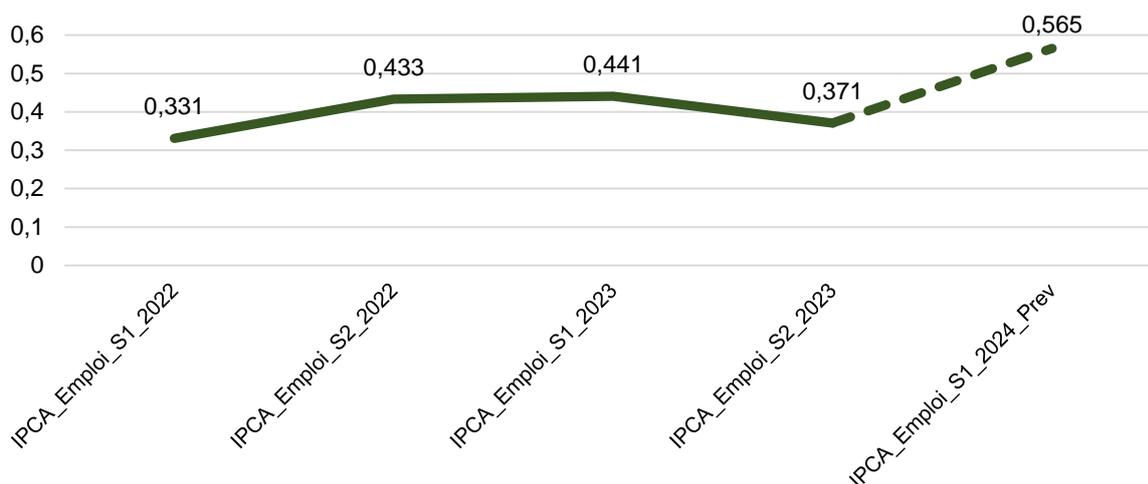
Pour le prochain semestre, les chefs d'entreprises de l'ensemble des secteurs d'activités envisagent une amélioration du climat des affaires, soutenue principalement par l'augmentation de la demande globale, des dépenses d'investissements et du niveau de l'emploi.

### III.2. Evolution de l'emploi

Le niveau de l'emploi est apprécié à travers l'évolution du nombre de salarié et de la masse salariale. Au cours du second semestre 2023, les données analysées montrent une légère contraction du niveau général de l'emploi. En effet, l'indice emploi s'est établi à 0,371 soit une baisse de 15 points de pourcentage par rapport au semestre précédent.

Cette situation découle principalement d'une baisse légère constatée sur le nombre de salariés des entreprises et d'une stabilisation de la masse salariale au cours de la période. Il est donc probable que la revalorisation du SMIG enregistrée vers la fin du premier semestre 2023 ait affecté les perspectives d'embauche des entreprises.

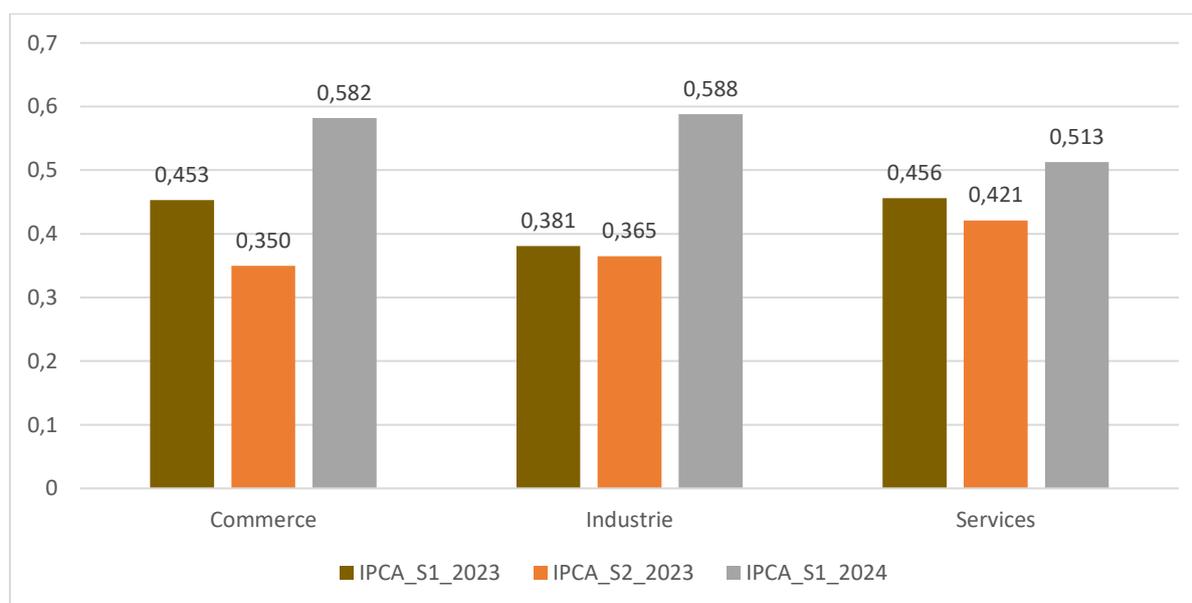
**Graphique 5 :** Evolution semestrielle de l'indice de perception de l'emploi



**Source :** Enquête PCAF/CCI-BF, janvier 2024/ Notre construction

En termes de prévisions, les chefs d'entreprises envisagent à la fois une augmentation de l'effectif de leurs salariés et de la masse salariale. L'indice emploi s'afficherait à 0,565 pour les six prochains mois.

**Graphique 6 :** Evolution sectorielle de l'indice de perception de l'emploi



**Source :** Enquête PCAF/CCI-BF, janvier 2024/ Notre construction

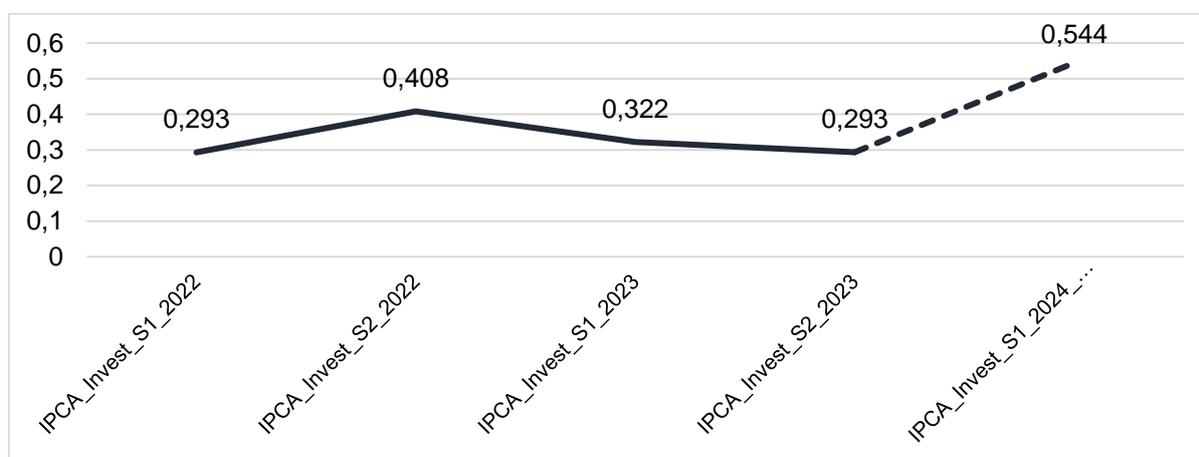
Au niveau sectoriel, la tendance baissière reste similaire dans les trois secteurs d'activités. Au premier semestre 2024, l'indice emploi dans le secteur du commerce se redresserait en s'établissant à 0,582 et 0,588 respectivement dans le secteur du commerce et de l'industrie. Dans les services, sa hausse sera moins prononcée comparativement aux deux autres secteurs ; il s'afficherait à 0,513.

### III.3. Evolution des investissements

Les dépenses d'investissements ont évolué à la baisse au cours du second semestre de l'avis des chefs d'entreprises. En effet, l'indice lié aux investissements est ressorti en baisse comparativement à son niveau au semestre précédent.

Pour les six mois à venir, les chefs d'entreprises projettent une relance de leurs dépenses d'investissement en raison d'une amélioration attendue du climat des affaires durant la période. L'indice des investissements s'établirait à 0,544, soit une nette progression de 25 points de pourcentage. Cette hausse des investissements serait stimulée par la demande globale qui évoluerait également à la hausse sur la période.

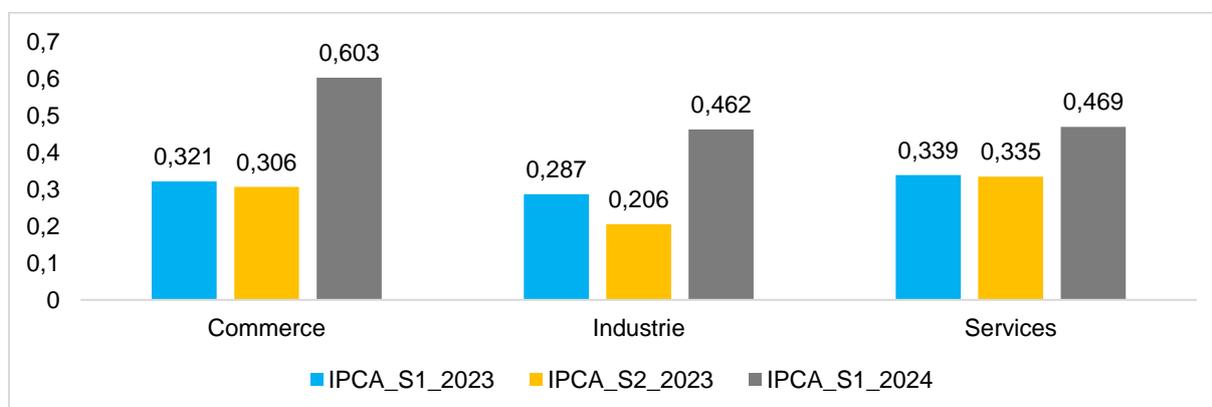
**Graphique 7 :** Evolution semestrielle de l'indice de perception de l'investissement



**Source :** Enquête PCAF/CCI-BF, janvier 2024/ Notre construction

Les investissements au niveau sectoriel seraient relancés après la baisse enregistrée au second semestre 2023. Dans le secteur du commerce et de l'industrie, il est attendu une hausse de l'indice des dépenses d'investissement d'au moins 20 points de pourcentage tandis que dans le secteur des services, sa hausse serait moindre (hausse de 13 points de pourcentage).

**Graphique 8 :** Evolution sectorielle de l'indice de perception de l'investissement



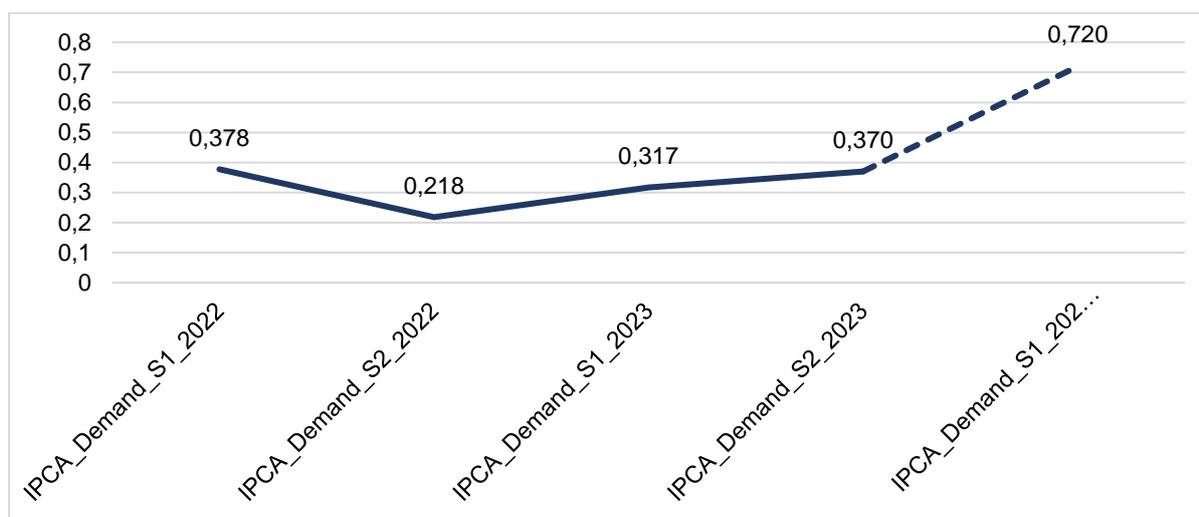
**Source :** Enquête PCAF/CCI-BF, janvier 2024/ Notre construction

### III.4. Evolution de la demande globale

L'indice de la demande globale des biens et services enregistre un nouveau record (0,370) au second semestre 2023 poursuivant ainsi son amélioration depuis fin 2022. Cette hausse a contribué à soutenir la valeur de l'IPCA global pour le semestre.

Au premier semestre 2024, la demande globale devrait poursuivre sa relance avec un rythme plus soutenu. L'indice de perception de la demande globale enregistrera une hausse de près de 40 points de pourcentage et s'établirait à 0,720.

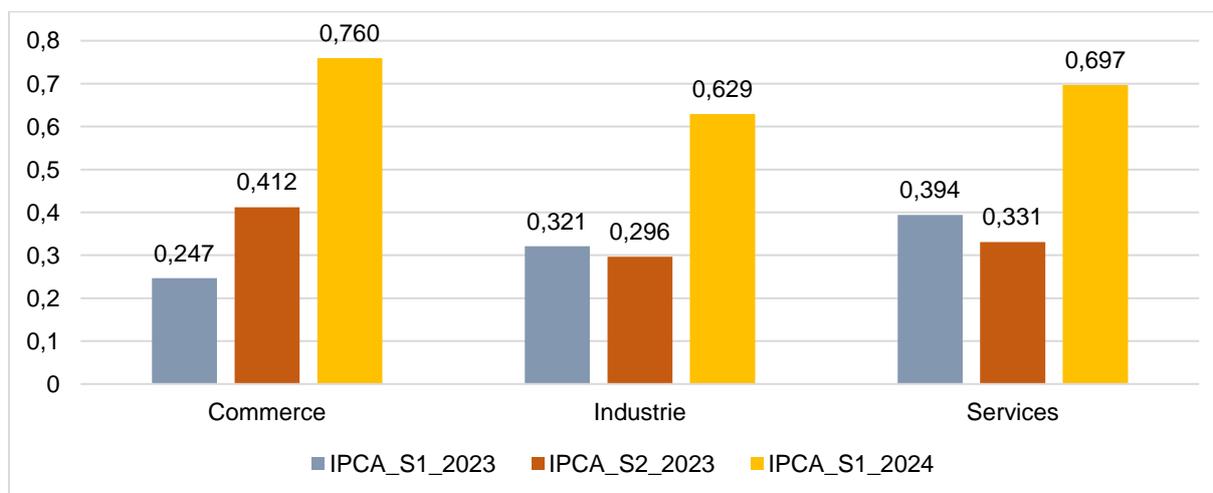
**Graphique 9 :** Evolution sectorielle de l'indice de perception de la demande globale



**Source :** Enquête PCAF/CCI-BF, janvier 2024/ Notre construction

Au niveau sectoriel, pendant que la demande est en forte croissance dans le commerce, elle a été cependant à la baisse dans l'industrie et le secteur des services.

**Graphique 10 :** Evolution sectorielle de l'indice de perception de la demande



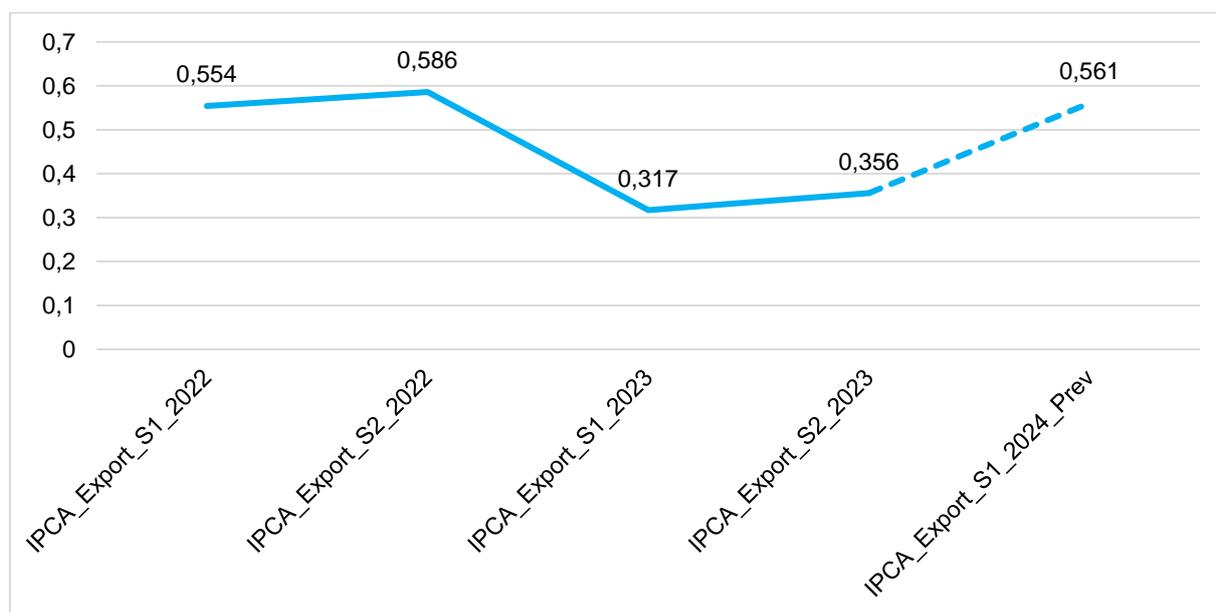
**Source :** Enquête PCAF/CCI-BF, janvier 2024/ Notre construction

Toutefois, le premier semestre 2024 s'annonce favorable pour les chefs d'entreprises. En effet, la demande globale devrait afficher quasiment la même cadence de progression dans l'ensemble des secteurs. L'indice de perception de la demande globale serait de 0,760 pour le secteur du commerce, 0,629 pour le secteur de l'industrie et 0,697 pour le secteur des services.

### III.5.Commerce extérieur

Selon l'opinion des opérateurs économiques, le niveau des exportations a connu un rebond au second semestre 2023. En comparaison à son niveau au premier semestre 2023, l'indice de perception du niveau des exportateurs fait un regain de près de 4 points de pourcentage.

**Graphique 11 :** Evolution semestrielle de l'indice de perception des exportations

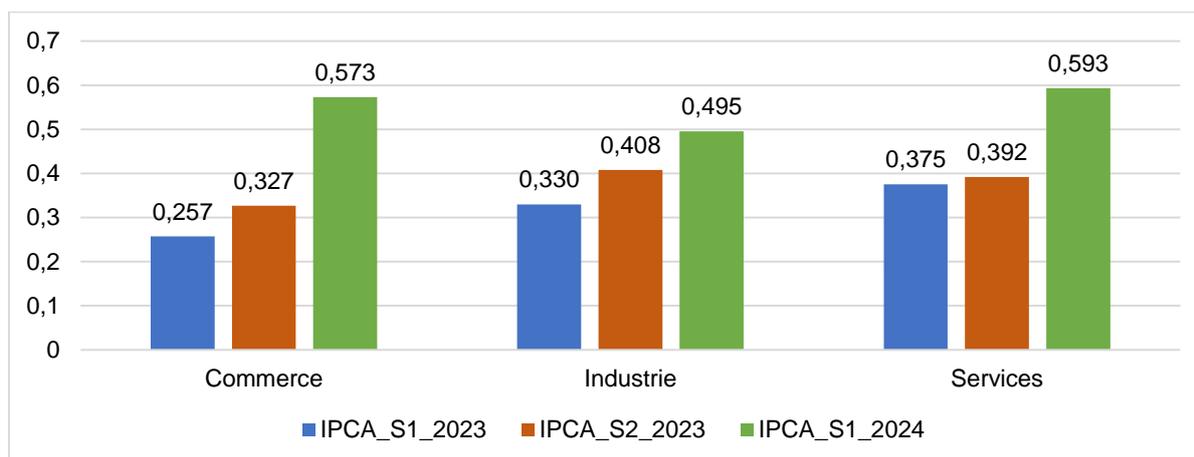


**Source :** Enquête PCAF/CCI-BF, janvier 2024/ Notre construction

Au prochain semestre, l'indice global de perception du niveau des exportations s'établirait à 0,561 traduisant ainsi l'optimisme des chefs d'entreprises qui anticipent une amélioration du climat des affaires au cours de la période.

Les anticipations optimistes des opérateurs sur l'évolution des exportations se généralisent dans l'ensemble des trois secteurs. L'indice de perception du niveau des exportations ressortirait à la hausse dans le commerce (0,573), dans l'industrie (0,495) et dans les services (0,593).

**Graphique 12 :** Evolution sectorielle de l'indice de perception des exportations

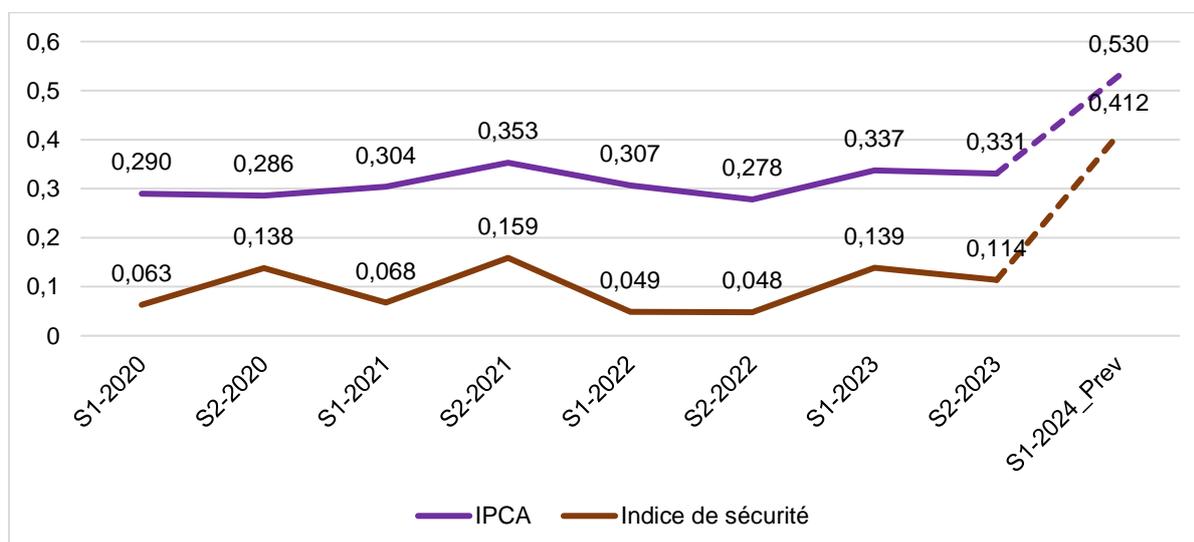


**Source :** Enquête PCAF/CCI-BF, janvier 2024/ Notre construction

### III.6. Evolution de l'indice de perception de la sécurité

Selon l'opinion des opérateurs économiques, la situation sécuritaire n'a pas été favorable à la bonne marche de l'activité économique au second semestre 2023 comparativement au semestre précédent. En effet, l'indice de perception de la sécurité a reculé de 2,5 points de pourcentage par rapport au précédent semestre.

**Graphique 13 :** Evolution semestrielle de l'indice de perception de l'investissement



**Source :** Enquête PCAF/CCI-BF, janvier 2024/ Notre construction

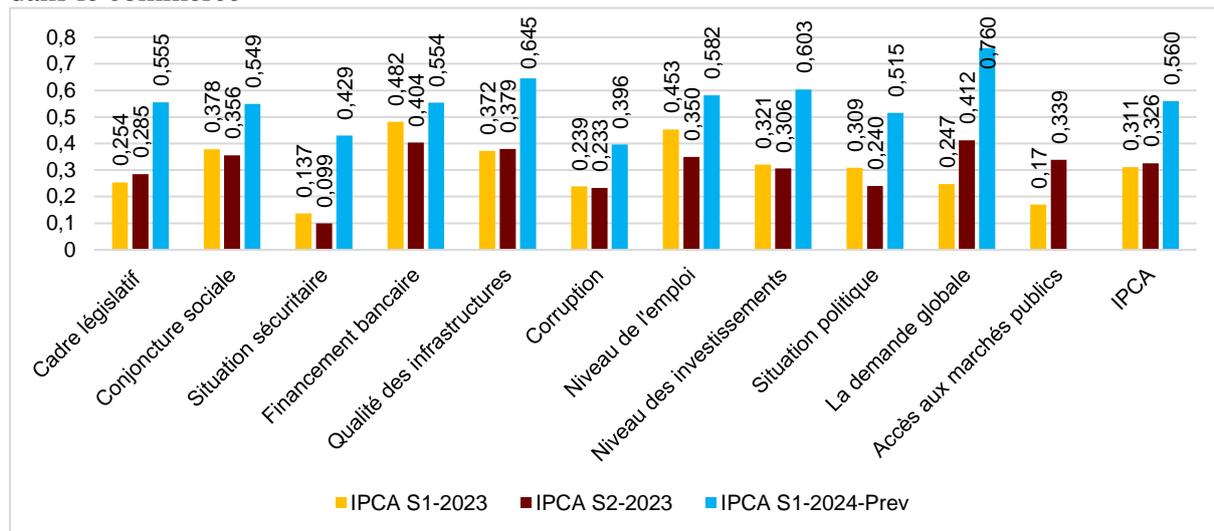
Toutefois, au vu de l'effort consenti par le gouvernement dans la lutte contre le terrorisme, le premier semestre 2024 s'annonce plus favorable pour les chefs d'entreprises : l'indice devrait se redresser et s'afficher à 0,412.

## IV. ÉVOLUTION SECTORIELLE DU CLIMAT DES AFFAIRES

### IV.1. Commerce

Le climat des affaires dans le secteur du commerce s'est légèrement amélioré au cours du second semestre 2023 comparativement au premier semestre de l'année. L'indice s'est établi à 0,326 après s'être affiché à 0,311 au premier semestre. Cette amélioration serait principalement due à la demande globale et à l'accès aux marchés publics.

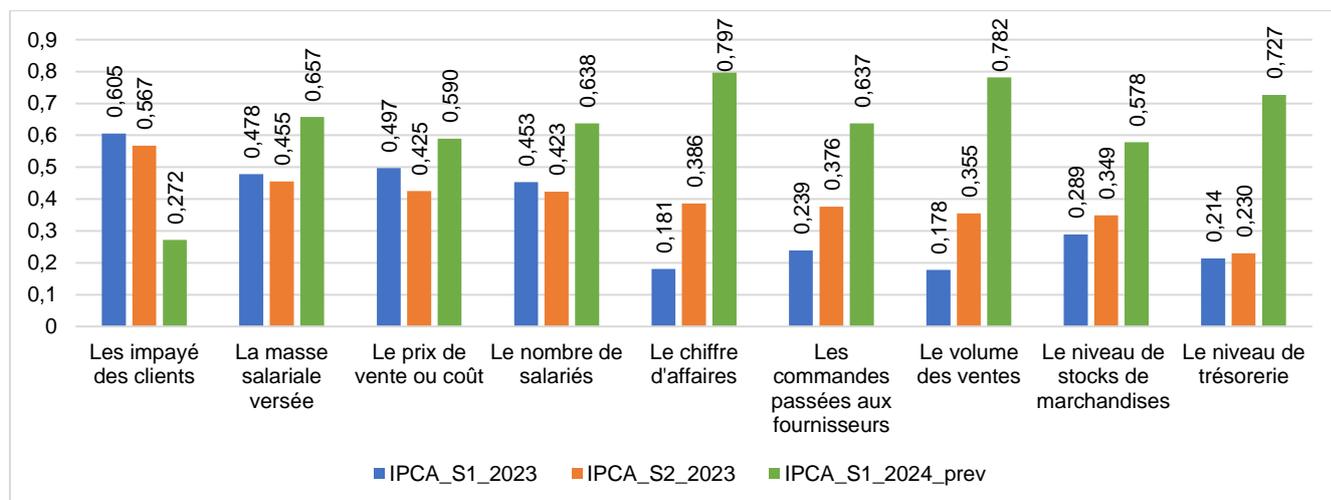
**Graphique 14:** Évolution des composantes de l'indice de perception du climat des affaires dans le commerce



**Source :** Enquête PCAF/CCI-BF, Janvier 2024/ Notre construction

Cette légère hausse s'est traduite par une augmentation du chiffre d'affaires et une amélioration du niveau de trésorerie. Aussi, une légère augmentation du stock des marchandises a été observée et est probablement liée à l'augmentation des approvisionnements.

**Graphique 15:** Évolution de quelques variables conjoncturelles dans le secteur du commerce



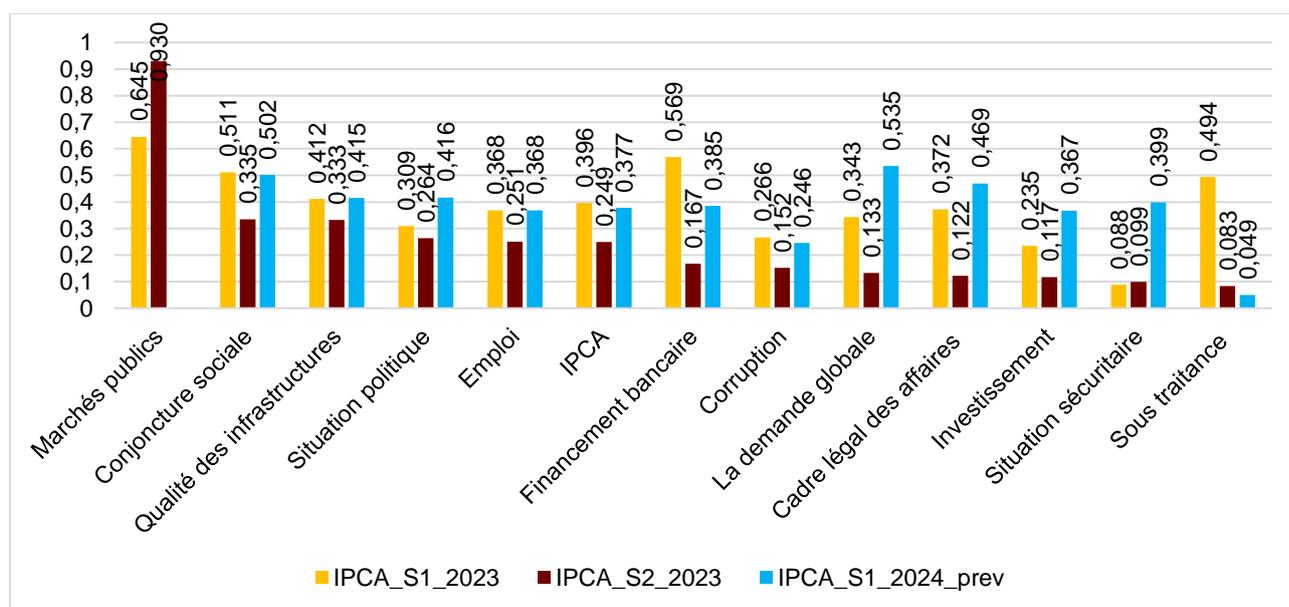
**Source :** Enquête PCAF/CCI-BF, Janvier 2024/ Notre construction

Les perspectives quant à elles, restent bonnes (indice projeté de 0,519) pour les six prochains mois, pour toutes les variables de l'indice de perception du climat des affaires ainsi qu'au niveau des indicateurs de performance à l'exception des impayés des clients. En effet, à l'image du semestre écoulé, les chefs d'entreprises demeurent inquiets quant à la solvabilité de leurs clients au cours des prochains mois.

## IV.2. Bâtiment et Travaux Publics (BTP)

Le secteur des BTP demeure l'un des secteurs les plus éprouvés depuis le début de la crise sécuritaire qui rend difficile l'accès à certaines zones de travail. Même si au semestre passé, l'indice avait connu une certaine amélioration, elle connaît en ce second semestre 2023 une chute de sa valeur qui passe de 0,396 à 0,249 traduisant un accroissement de la prégnance de la situation sécuritaire sur l'activité économique. En plus de la persistance de la crise sécuritaire, cette dégradation est tributaire de la baisse drastique des contrats de sous-traitance ainsi que du niveau des investissements.

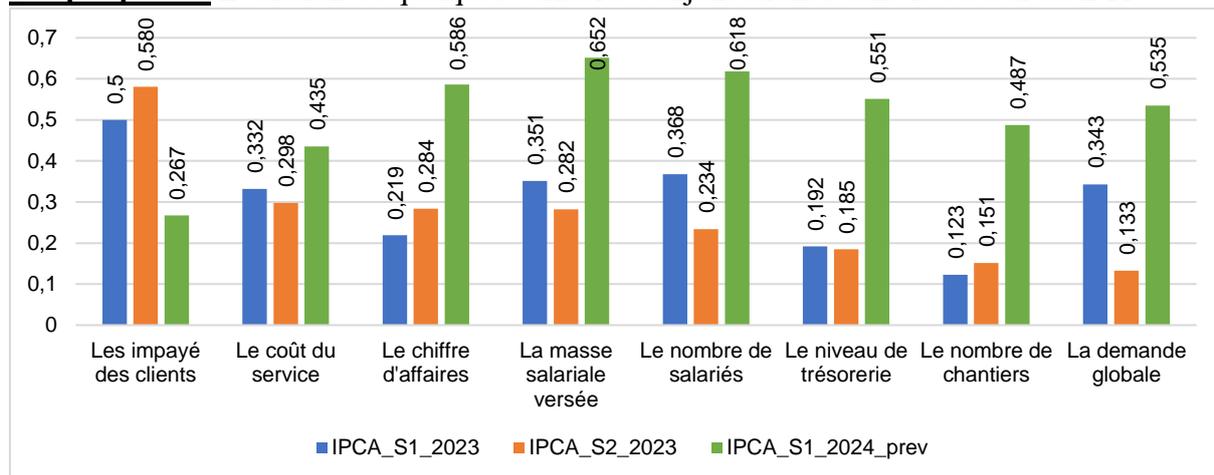
**Graphique 16:** évolution des composantes de l'indice de perception du climat des affaires dans le BTP



**Source :** Enquête PCAF/CCI-BF, Janvier 2024/ Notre construction

Malgré un climat défavorable, les chefs d'entreprises œuvrant dans le BTP notent une amélioration de quelques indicateurs de performance comparativement au premier semestre de l'année. En effet, il ressort une hausse du chiffre d'affaires consécutive à l'amélioration du nombre de chantiers et de l'amélioration de la solvabilité des clients.

**Graphique 17:** Évolution de quelques variables conjoncturelles dans le secteur du BTP



**Source :** Enquête PCAF/CCI-BF, Janvier 2024/ Notre construction

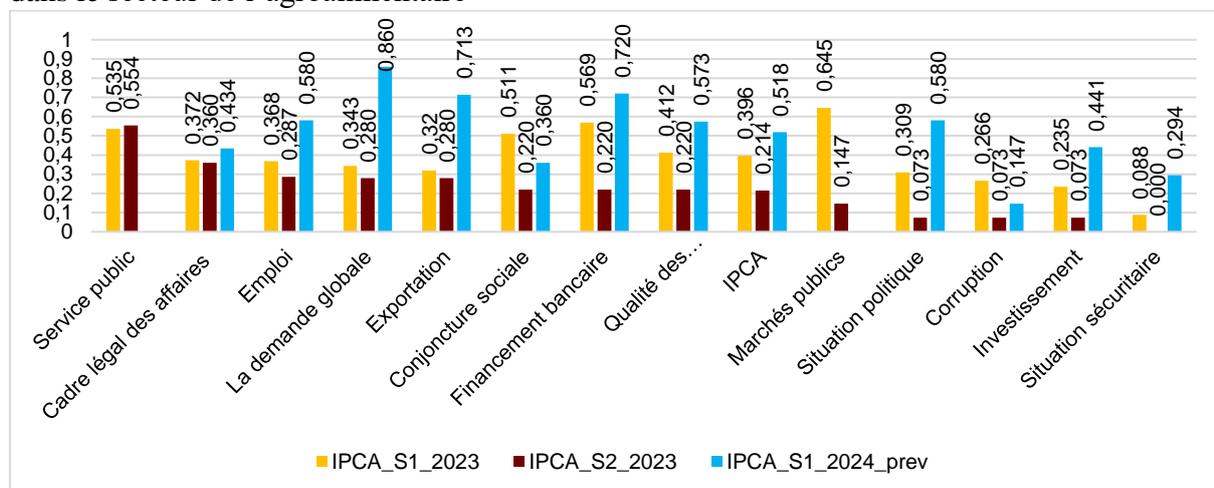
Pour les six (06) prochains mois, les acteurs de ce secteur manifestent un certain optimisme avec un indice projeté de 0,377. Ces perspectives reposent sur l’hypothèse d’une nette amélioration de la situation sécuritaire et d’une augmentation du nombre de chantiers. Toutefois, le risque d’insolvabilité des clients est envisagé.

### IV.3. Industries agroalimentaires

De l’avis des chefs d’entreprises œuvrant dans le secteur de la production agroalimentaire, le climat des affaires s’est significativement dégradé au cours du second semestre 2023 comparativement au premier semestre de l’année.

L’indice de perception enregistre en effet un recul de 46% de sa valeur, passant de 0,396 à 0,214. La situation sécuritaire, la situation politique et la baisse du niveau d’investissement seraient les principaux facteurs à l’origine de cette régression.

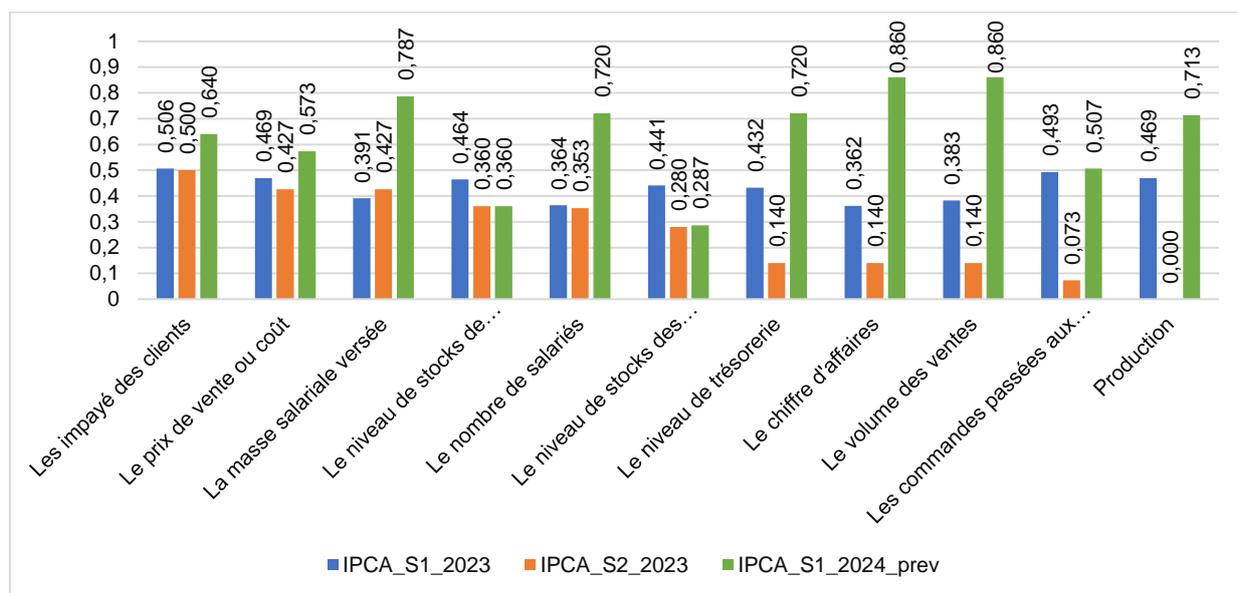
**Graphique 18:** Evolution des composantes de l’indice de perception du climat des affaires dans le secteur de l’agroalimentaire



**Source :** Enquête PCAF/CCI-BF, Janvier 2024/ Notre construction

Cette dépréciation globale du climat des affaires exprimée par les acteurs, s'est traduite par une dégradation de la majeure partie des indicateurs de performance comparativement au premier semestre 2023. En effet, il est observé une nette régression du niveau de trésorerie ainsi que du chiffre d'affaires, du volume des ventes, de la demande globale et du niveau de stocks des matières premières.

**Graphique 19:** Évolution de quelques variables conjoncturelles dans le secteur de l'agroalimentaire



**Source :** Enquête PCAF/CCI-BF, Janvier 2024/ Notre construction

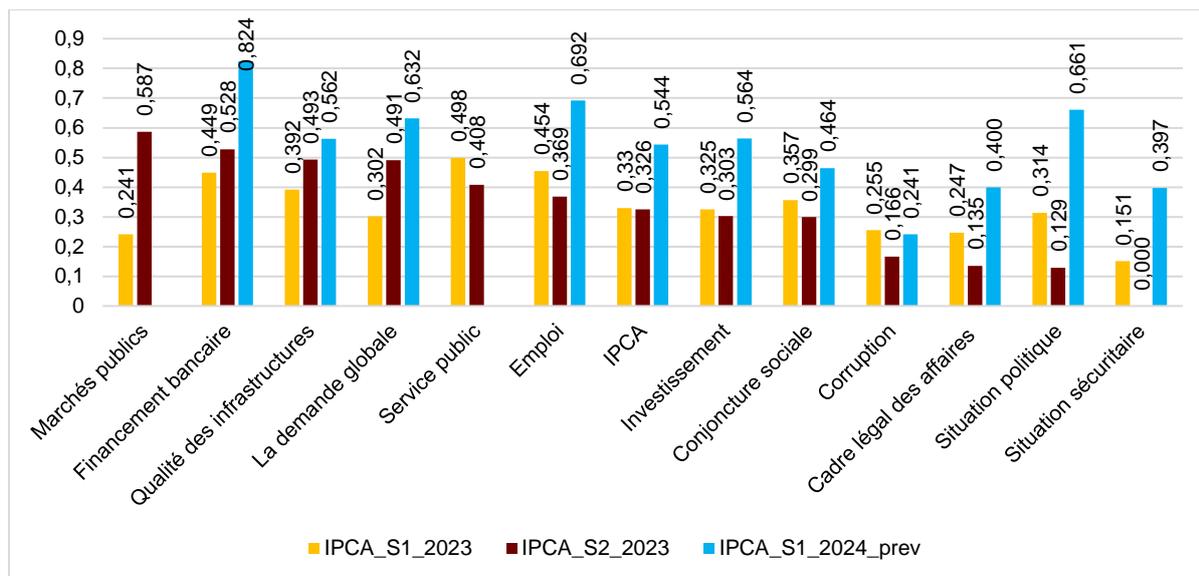
Pour les chefs des unités de production agroalimentaire, les perspectives pour les six (06) prochains mois s'annoncent assez reluisantes. Un optimisme nourri par l'espoir d'une nette amélioration de la demande globale, de la reprise des exportations et d'un regain du financement bancaire et surtout d'un retour de la sécurité.

#### IV.4. Autres industries

Sont considérées comme « autres industries », toutes les unités de production ou de transformation non citées plus haut, dont les industries métallurgiques, les industries minières et extractives, les éditions et imprimeries, les autres industries manufacturières, etc.

D'une manière générale, le climat des affaires, selon les chefs d'entreprises de ce groupe d'activité, reste quasi-stable sur les deux semestres de l'année 2023. Toutefois, certaines variables telles que la situation sécuritaire et politique, ont connu une dépréciation significative. Aussi, le cadre légal des affaires et la persistance de la corruption sont autant d'éléments d'insatisfaction relevés par les acteurs.

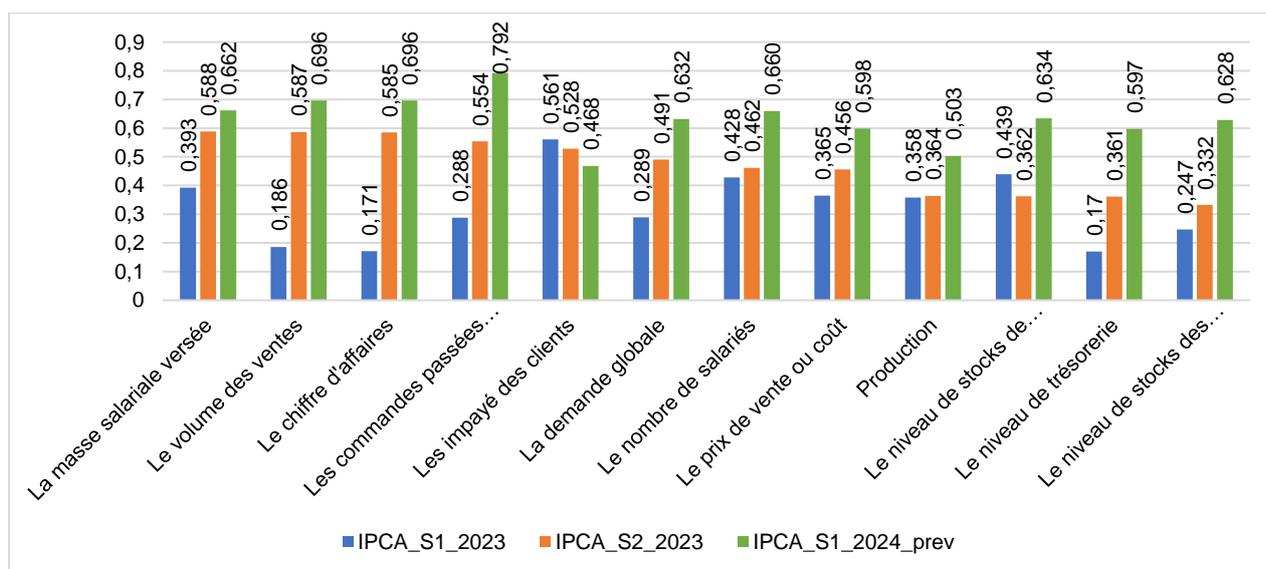
**Graphique 20:** Évolution des composantes de l'indice de perception du climat des affaires dans les autres industries



**Source :** Enquête PCAF/CCI-BF, Janvier 2024/ Notre construction

Cette stabilité a dans une certaine mesure permis à ces acteurs de consolider leur acquis et d'améliorer leur indicateur de performance. On observe ainsi une nette progression de l'indice du chiffre d'affaires en lien avec l'augmentation du volume des ventes, de la demande globale, et du prix de vente des produits. En outre, le niveau de trésorerie, la masse salariale ont enregistré une hausse. Toutefois, les impayés des clients connaissent une légère baisse en ce second semestre 2023.

**Graphique 21:** Évolution de quelques variables conjoncturelles dans les autres industries



**Source :** Enquête PCAF/CCI-BF, Janvier 2024/ Notre construction

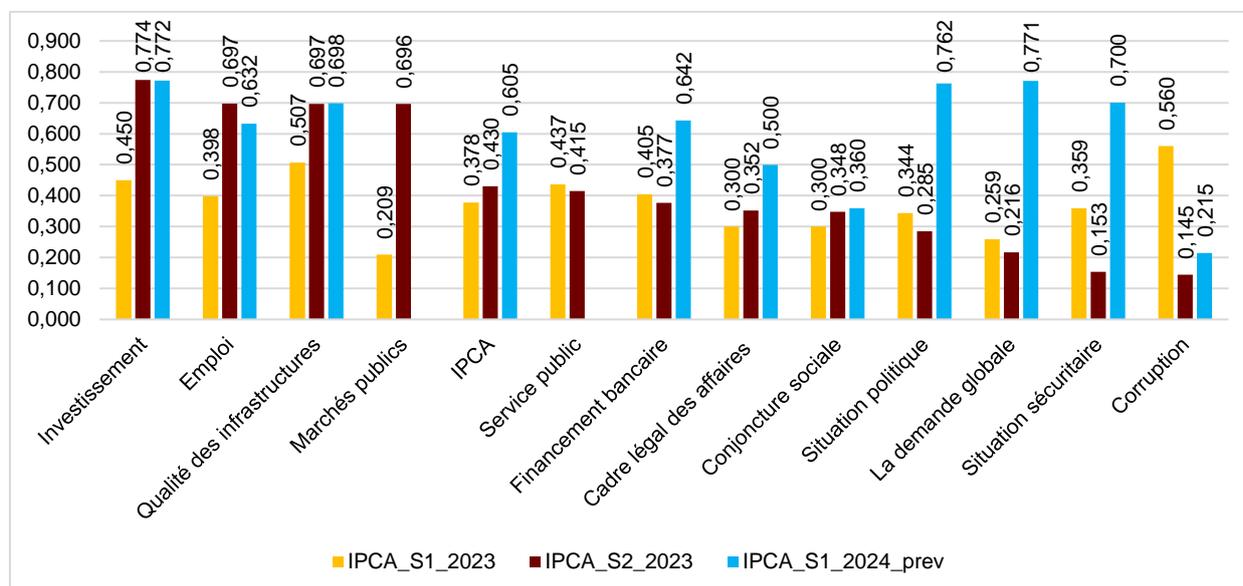
Pour les six (06) prochains mois, les responsables d'entreprises entrevoient un regain de dynamisme avec un indice de perception projeté de 0,544. Un espoir soutenu entre autres par une amélioration de la situation sécuritaire et un apaisement du climat politique.

#### IV.5. Hôtels et restauration

De l'avis des hôteliers et restaurateurs, le climat des affaires au second semestre 2023 a été relativement favorable avec un rebond de l'indice de perception qui passe de 0,378 à 0,430.

Cette prise de position est soutenue par l'amélioration du niveau d'investissement, la hausse du niveau d'emploi et l'accès aux marchés publics. Toutefois, l'indice de perception de la corruption enregistre un recul traduisant un niveau de corruption élevé dans le secteur.

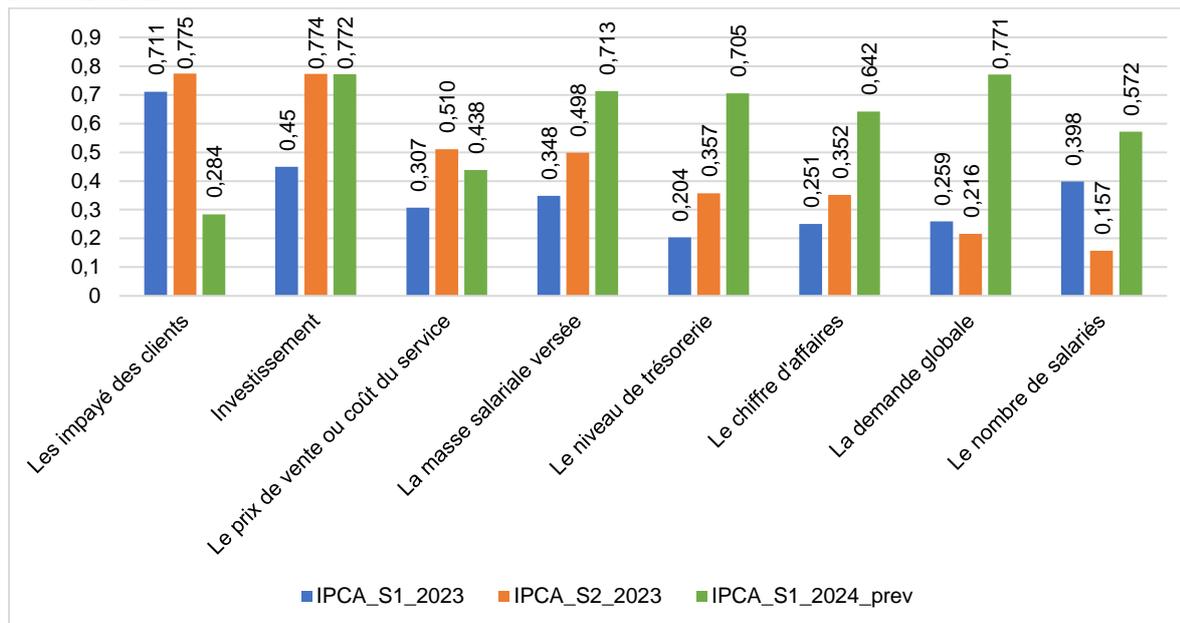
**Graphique 22:** Évolution des composantes de l'indice de perception du climat des affaires dans le secteur des hôtels et restauration



**Source :** Enquête PCAF/CCI-BF, Janvier 2024/ Notre construction

L'environnement des affaires favorable pour les acteurs de secteur s'est aussi traduit par une amélioration de quelques indicateurs de performance. En l'occurrence, le niveau de solvabilité des clients très souvent décrié a connu une légère amélioration. Aussi, en dépit d'une demande globale en légère baisse, le chiffre d'affaires et le niveau de trésorerie ainsi que le niveau des investissements ont connu des progressions appréciables.

### **Graphique 23:** Évolution de quelques variables conjoncturelles dans le secteur des hôtels et restauration



**Source :** Enquête PCAF/CCI-BF, Janvier 2024/ Notre construction

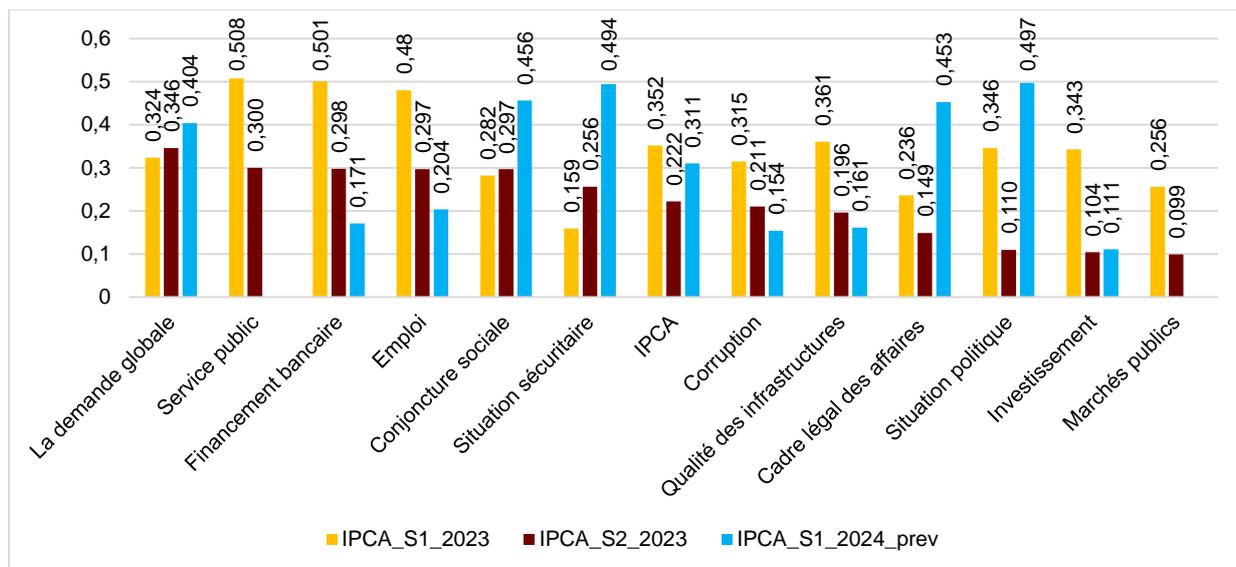
Les perspectives pour les six (06) prochains mois demeurent bonnes, avec un indice projeté de 0,605. Les acteurs espèrent en effet une amélioration de la situation sécuritaire et par ricochet une augmentation de la demande de service, notamment avec la reprise des activités de voyages, de séminaires et autres manifestations culturelles et artistiques.

#### **IV.6. Transport, transit et entreposage**

Les activités dans le secteur du transport se sont déroulées dans un environnement relativement peu favorable. L'indice de perception enregistre un recul passant de 0,352 au premier semestre 2023 à 0,222 au second semestre.

Parmi les facteurs à l'origine de cette dégradation, on note la persistance de la corruption et des tracasseries routières malgré les mesures de répression. A cela s'ajoute la dégradation des infrastructures routières.

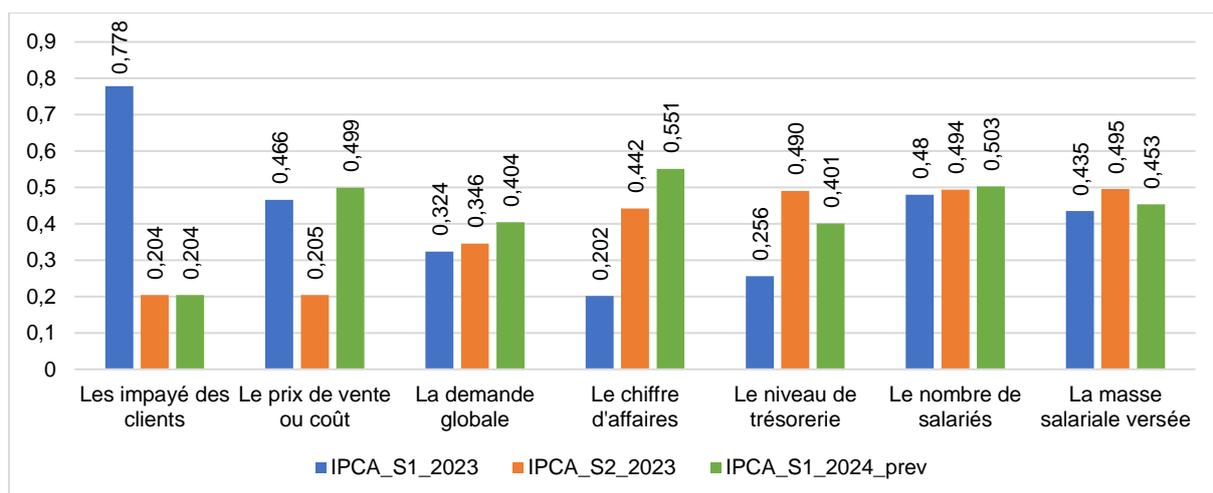
**Graphique 24:** Évolution des composantes de l'indice de perception du climat des affaires dans le secteur du transport, transit et entreposage



**Source :** Enquête PCAF/CCI-BF, Janvier 2024/ Notre construction

Cet environnement des affaires peu favorable n'a certes pas empêché une évolution positive de certains indicateurs de performance tels que le chiffre d'affaires ou le niveau de trésorerie comparativement au premier semestre 2023, mais il en est autrement du point de vue des recouvrements des créances auprès des clients.

**Graphique 25:** Évolution de quelques variables conjoncturelles dans le secteur du transport, transit et entreposage



**Source :** Enquête PCAF/CCI-BF, Janvier 2024/ Notre construction

Quant aux perspectives pour les six (06) prochains mois, les acteurs sont optimistes avec un indice de perception projeté de 0,311. Aucune illusion n'est faite sur une probable amélioration

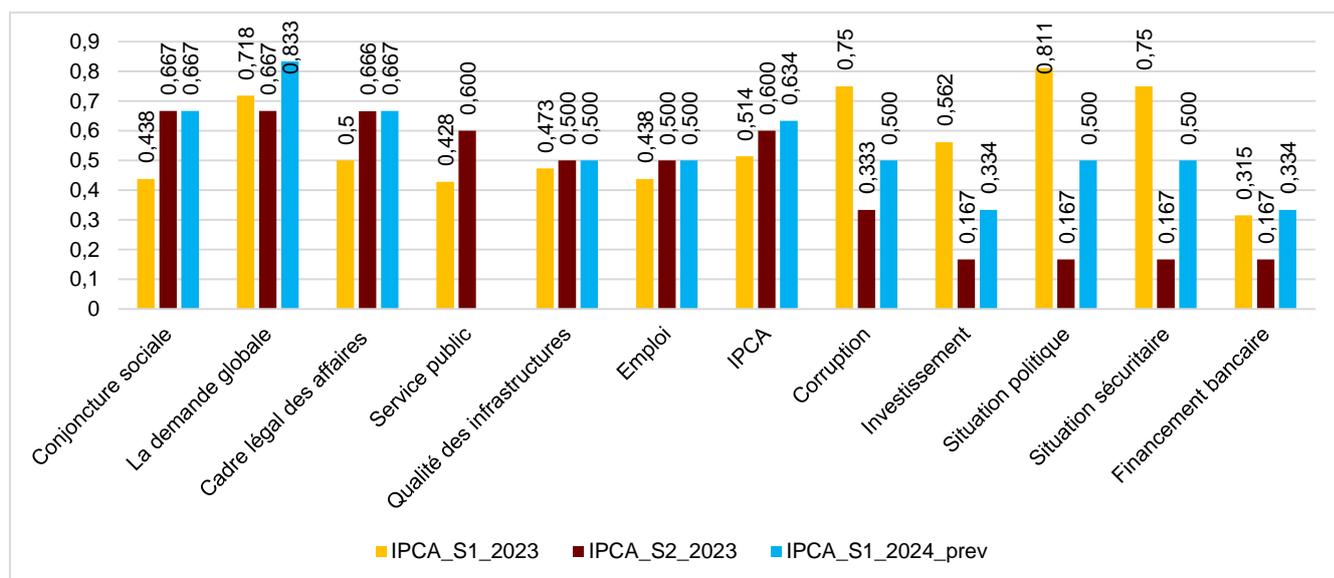
de la solvabilité des clients. Toutefois, d'autres facteurs comme une hausse de la demande, une conjoncture sociale et une situation sécuritaire plus apaisées ainsi qu'une réduction de la corruption, pourraient contribuer à l'amélioration du climat des affaires.

#### IV.7. Secteur financier

Tout comme au premier semestre de l'année, l'environnement des affaires a été propice aux activités des banques et établissements financiers au cours du second semestre 2023. L'indice de perception calculé ressort en effet à 0,600 après 0,514 au premier semestre.

L'amélioration de la conjoncture sociale, du cadre légal des affaires ou encore la qualité des services ont été les principaux facteurs porteurs de l'indice. Toutefois, il paraît judicieux de noter le net recule de l'indice portant sur la corruption qui au semestre passé avait une meilleure cote.

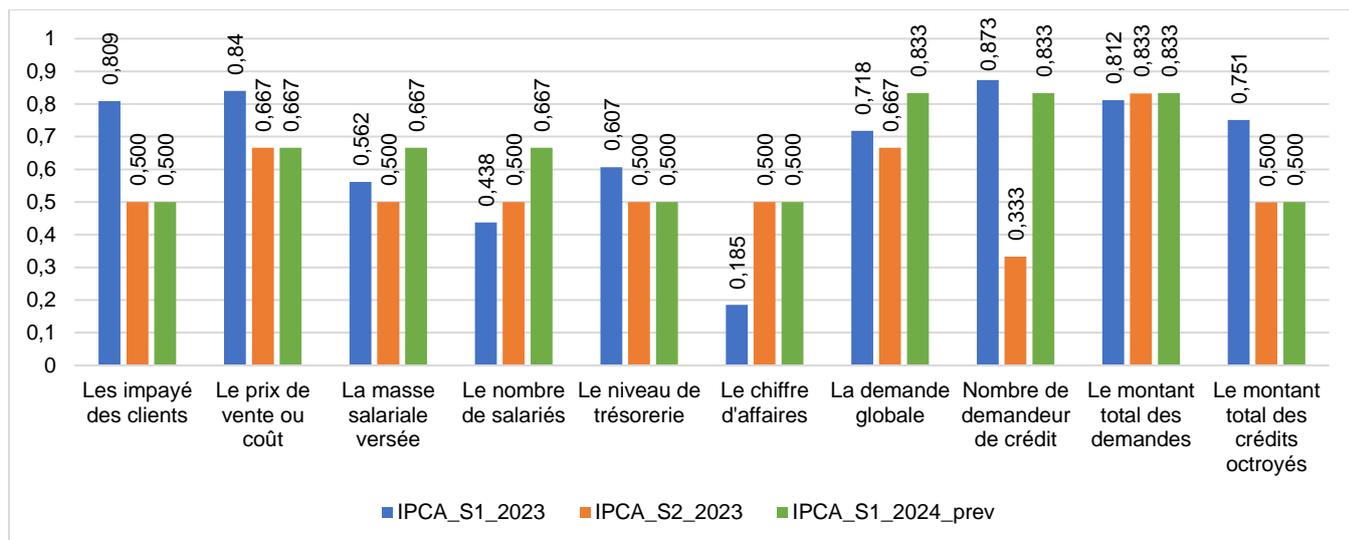
**Graphique 26:** Évolution des composantes de l'indice de perception du climat des affaires dans le secteur des banques et établissements financiers



**Source :** Enquête PCAF/CCI-BF, Janvier 2024/ Notre construction

La perception tendant à exprimer une certaine amélioration du climat des affaires cachent toutefois une détérioration de la majeure partie des indicateurs clés de performances. C'est le cas notamment de la baisse de la demande globale des services de banque en lien logique avec la baisse du nombre de demandeur de crédit et la baisse du montant total des crédits octroyés. Le recouvrement des créances clients n'est guère reluisant. Un rebond du chiffre d'affaires est observé, tandis que le niveau de trésorerie connaît une baisse.

**Graphique 27:** Évolution de quelques variables conjoncturelles dans le secteur des banques et établissement financiers



**Source :** Enquête PCAF/CCI-BF, Janvier 2024/ Notre construction

Les perspectives dans ce secteur s’inscrivent dans le sens d’une quasi-stabilité de l’indice de perception au cours des six (06) prochains mois, soit un indice projeté de 0,634. Les acteurs n’entrevoient pas une amélioration de la solvabilité des clients ni une amélioration du chiffre d’affaires encore moins le montant total des crédits octroyés. Les indices de ces variables devraient dans une large mesure stagner, même si dans le même temps, ils espèrent une plus forte demande des services offerts.

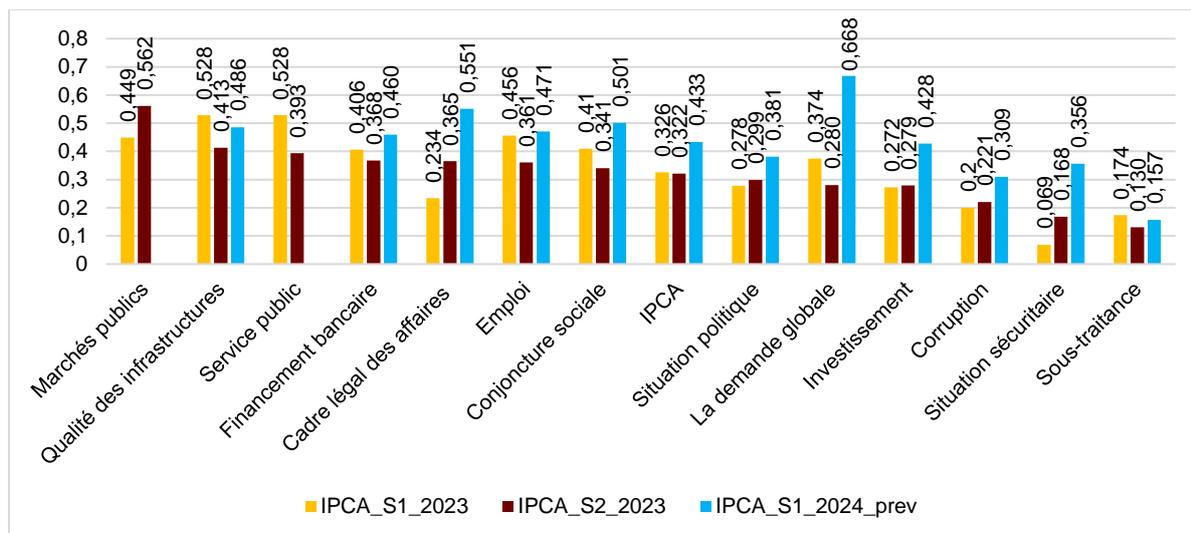
#### IV.8. Autres services

Les autres services regroupent les agences de conseils et d’études, les services et technologies de l’information et de la communication, les services de sécurité, les assurances, les établissements sanitaires, les services pharmaceutiques, les agences de voyage, etc.

S’inscrivant dans la même vision que les acteurs des banques et établissements financiers, les acteurs des autres services, ont une perception du climat des affaires quasi-stable. En effet la valeur de l’indice qui était de 0,326 au premier semestre 2023, table désormais à 0,322 au second semestre 2023.

Les principaux facteurs ayant permis ce maintien sont l’amélioration de l’accès aux marchés, l’amélioration du cadre légal des affaires et les récents changements politique qui auraient permis d’assainir un tant soit peu le milieu des marchés publics. En effet, une légère réduction de la corruption est observée.

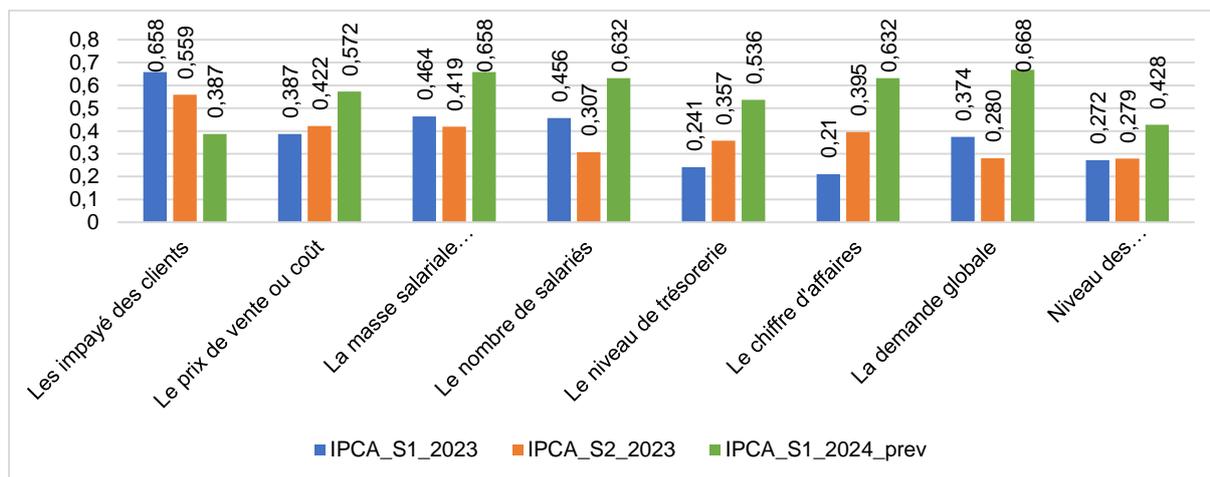
**Graphique 28:** Évolution des composantes de l'indice de perception du climat des affaires dans les autres services marchands



**Source :** Enquête PCAF/CCI-BF, Janvier 2024/ Notre construction

Cependant, cette quasi-stabilité de l'indice de perception du climat des affaires, ne s'est pas accompagnée d'une amélioration effective des indicateurs de performances. Les impayés des clients demeurent un fardeau pour les entreprises et la demande globale de service tend à baisser. On observe toutefois un léger redressement du niveau de trésorerie ainsi que du niveau du chiffre d'affaires.

**Graphique 29:** Évolution de quelques variables conjoncturelles dans les autres services marchands



**Source :** Enquête PCAF/CCI-BF, Janvier 2024/ Notre construction

Les perspectives pour les six (06) prochains mois sont assez reluisantes ; en témoigne l'indice de perception projeté de 0,433. Cet espoir est soutenu par une forte relance de la demande globale des services.

## V. EVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES AU BURKINA FASO

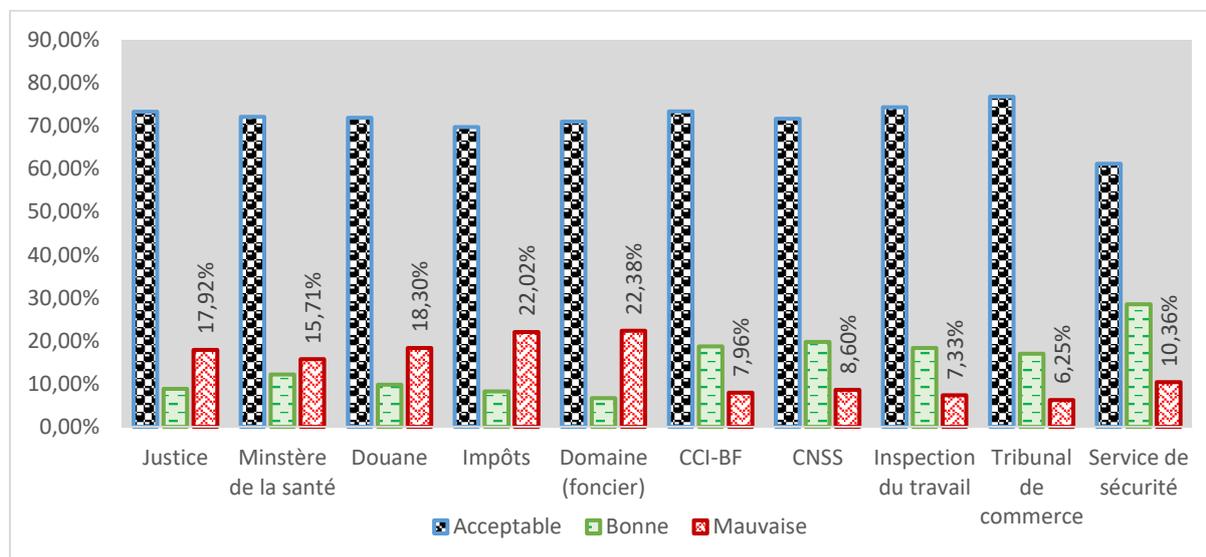
L'environnement des affaires est appréhendé à travers la qualité des services publics offerts, le coût des facteurs de production, la perception sur le relèvement des taux directs, l'appréciation des projets de taxes sur les résultats nets des entreprises et les revenus des travailleurs et enfin le niveau général des prix des produits de grande consommation par les chefs d'entreprises.

### V.1. Qualité des services publics

Les chefs d'entreprises ont donné leur appréciation sur la qualité des prestations fournies par l'administration publique au cours du second semestre de l'année 2023. Parmi les structures publiques, l'on peut citer le tribunal du commerce, l'inspection du travail, les services du domaine (foncier), des impôts, de la douane, de la santé, de la justice, de la sécurité sociale, de la CCI-BF et les services de sécurité. Les résultats de l'enquête révèlent qu'au moins 60% des répondants estiment que la qualité des services offerts par lesdites administrations est acceptable.

Toutefois, l'on note quelques insatisfactions concernant principalement par les services fonciers (22,38% des avis), des impôts (22,02%) et de la douane (18,30%).

**Graphique 30 :** Appréciation de la qualité des services publics

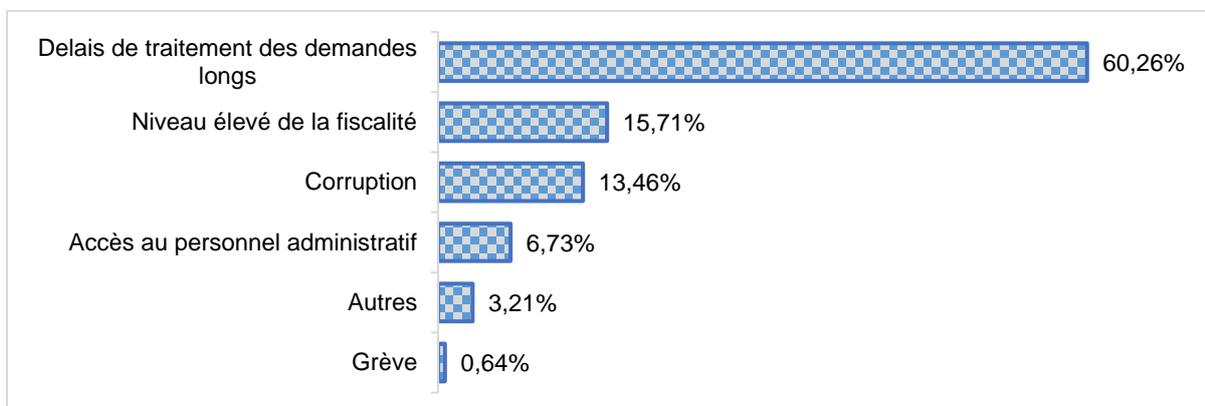


**Source :** Enquête PCAF/CCI-BF, Janvier 2024/Notre construction

Des raisons avancées par les Chefs d'entreprises sur la mauvaise qualité des services cités, le trio de tête demeure les délais de traitement des demandes jugés longs (60,26%), le niveau élevé de la fiscalité (15,71%) et la corruption (13,46%). Les difficultés d'accès aux agents de

l'administration ressort également comme une des préoccupations des chefs d'entreprises (6,73%).

**Graphique 31:** Causes d'insatisfaction des acteurs du secteur privé vis-à-vis des services publics

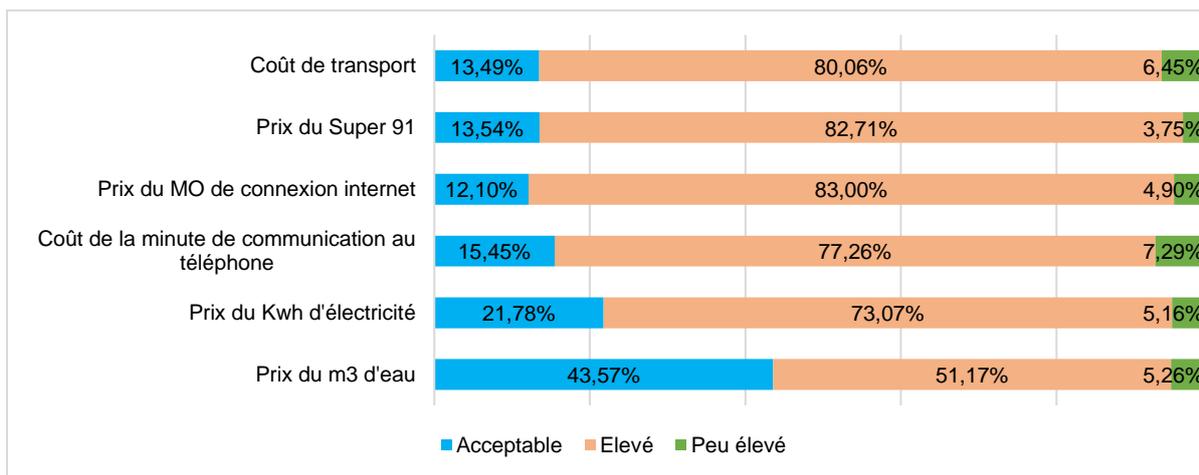


**Source :** Enquête PCAF/CCI-BF, Janvier 2024/Notre construction

## V.2. Coût des facteurs de production dans l'industrie

De l'avis de la plupart des responsables d'entreprises, les coûts de production demeurent élevés au Burkina Faso. Parmi les facteurs de production, le prix de la connexion internet (83,00%), le Super 91(82,71%) et le coût du transport (80,06%) demeurent les plus élevés. Viennent ensuite les coûts de la minute de communication téléphonique (77,26%), du KWh (73,07%) et du mètre cube d'eau (51,17%).

**Graphique 32 :** Appréciation du coût des facteurs de production



**Source :** Enquête PCAF/CCI-BF, Janvier 2024/Notre construction

### V.3. Le taux directeur de la BCEAO

L'inflation dans l'espace UEMOA est projetée à 3,7% en 2023<sup>6</sup>. Ce taux est encore supérieur à la norme communautaire de 3%. Afin d'atteindre cette norme communautaire, la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a procédé au relèvement de son taux directeur de 3,25% à 3,50% en décembre 2023. Ce relèvement du taux directeur renchérit le coût des emprunts pour les entreprises, toute chose qui pourraient annihiler les investissements privés, contrarier davantage l'accès au financement des PME et freiner la croissance économique dans les économies membres.

Fort de cet état de fait, dans le cadre de cette enquête, il a été question d'appréhender les appréciations des chefs d'entreprises sur les répercussions de cette mesure anti-inflationniste de la banque centrale. Les résultats de l'enquête corroborent les implications ci-dessus énumérées. En effet, selon les avis exprimés des chefs d'entreprises, ce niveau du taux directeur est jugé assez élevé et aurait comme conséquences majeures :

- les difficultés d'accès des entreprises au financement bancaire ;
- l'impact négatif sur les taux préférentiels des prêts aux entreprises ;
- la baisse de l'investissement privé domestique ;
- l'accroissement des charges financières des banques ;
- les difficultés de refinancement des banques.

### V.4. Effets des taxes supplémentaires sur le résultat net des entreprises

En début d'année 2024, le gouvernement a annoncé la mise place d'une taxe de 2% sur le bénéfice net des entreprises au profit du fonds de soutien patriotique. Cette enquête a décidé d'appréhender globalement la perception des chefs d'entreprises sur cette taxe. Les données de l'enquête révèlent que cette mesure est diversement appréciée par les chefs d'entreprises. En effet, alors que 31,37% des chefs d'entreprises interrogés sont « n accord » avec cette nouvelle taxation qu'ils disent comprendre, 22,97% sont « En désaccord » et 6,72% se disent indifférents. Les chefs d'entreprises qui apprécient favorablement cette mesure avancent principalement, la nécessité de contribuer à l'effort de paix afin d'en finir avec le terrorisme qui est l'une des causes de la dégradation de l'environnement des affaires. Aussi, beaucoup d'entre eux espèrent tirer profit des dividendes d'une paix retrouvée dans les meilleurs délais. Ceux qui

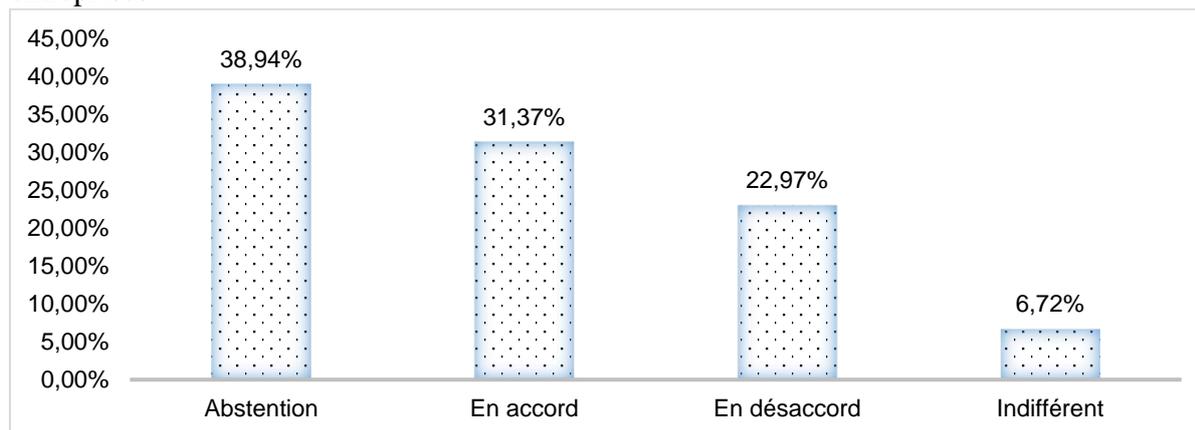
---

<sup>6</sup> BCEAO, NOTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE - NOVEMBRE 2023

sont « En désaccord », estiment qu'elle pourrait freiner l'investissement privé et provoquer des tensions de trésorerie. Certains postulent également que cette taxe supplémentaire occasionnerait non seulement des défauts de paiement et par ricochet la faillite de certaines entreprises mais aussi découragerait les entreprises à aller vers la formalisation.

Il convient également de relever qu'une part non négligeable des entreprises soumises à l'enquête, soit 38,94% ont opté de ne pas se prononcer sur cette question.

**Graphique 33 :** Appréhension sur la mise en place de nouvelle taxe sur le résultat net des entreprises



**Source :** Enquête PCAF/CCI-BF, Janvier 2024/Notre construction

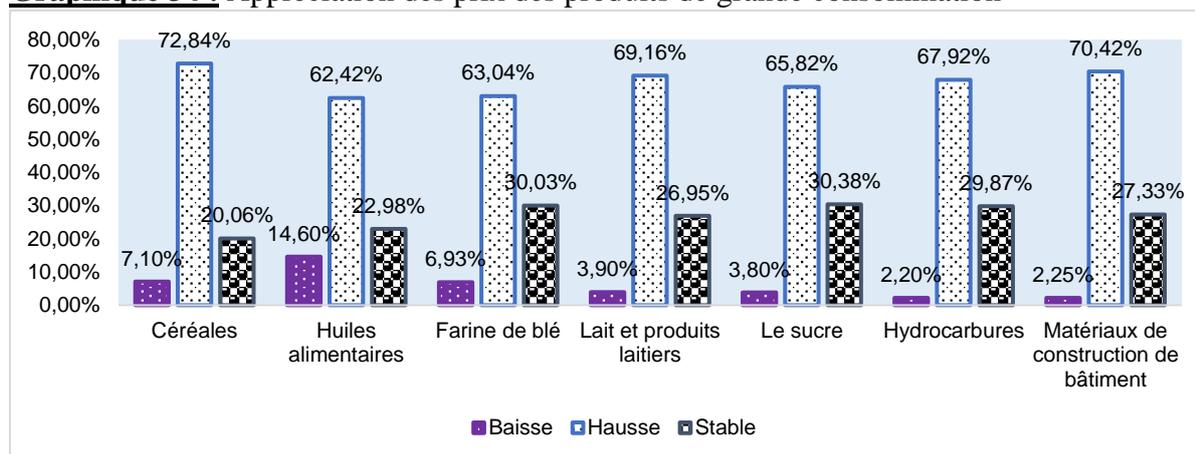
### V.5. Perception du niveau général des prix des produits de grande consommation

L'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) pour le mois de décembre 2023 se situe à 124,5 soit une baisse de 1,4% par rapport à sa valeur de novembre 2023 et de 0,9% pour les trois derniers mois. En glissement annuelle, la valeur de l'indice enregistre une augmentation de 1,0%. La baisse observée de l'indice des prix à la consommation du mois de décembre s'explique principalement par la diminution des prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (-2,8%) notamment les céréales, les farines et les légumes frais, mais aussi de ceux de « l'hôtellerie et de la restauration » (-1,2%)<sup>7</sup>.

Les résultats de l'enquête laissent percevoir que les prix des produits de grande consommation ont augmenté au second semestre de l'année 2023 même si des améliorations sont constatées par rapport au semestre précédent. Du reste, au moins 20% des répondants estiment que les prix de ces produits sont restés stables entre les deux semestres.

<sup>7</sup> Indice Harmonise Des Prix À La Consommation Base 2014 Du Mois De Décembre 2023, INSD

**Graphique 34 : Appréciation des prix des produits de grande consommation**



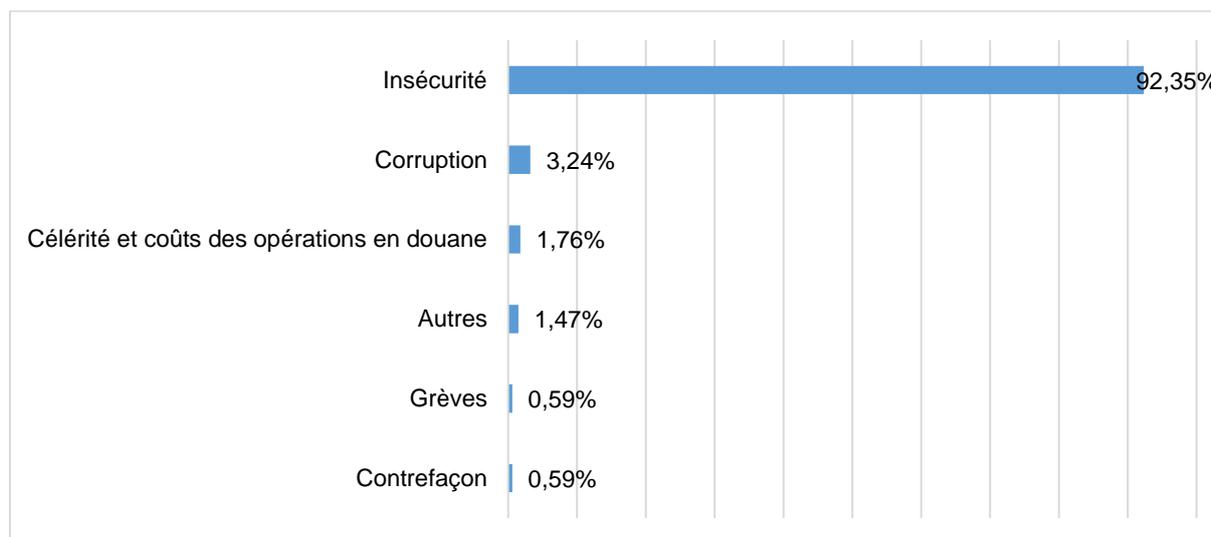
**Source :** Enquête PCAF/CCI-BF, Janvier 2024/Notre construction

## VI. PRINCIPALES CONTRAINTES DU SECTEUR PRIVE

### VI.1. Contraintes d'ordre général

Le secteur privé national fait face à des contraintes conjoncturelles et structurelles qui entravent son développement. Le déficit en capital humain et l'insuffisance de l'offre d'énergie et son coût élevé ressortent comme les deux principales contraintes majeures à l'investissement privé et à la croissance économique au Burkina Faso. A côtés de ces contraintes, il existe d'autres contraintes sous-jacentes que les données de l'enquête révèlent. Il s'agit notamment de « l'insécurité » qui vient en tête (92,35%) en termes de fréquence des réponses, suivi de la « corruption » (3,24%) et du « Manque de célérité des opérations en douane » (1,76%).

**Graphique 35 : Contraintes d'ordre général pour le secteur prive**

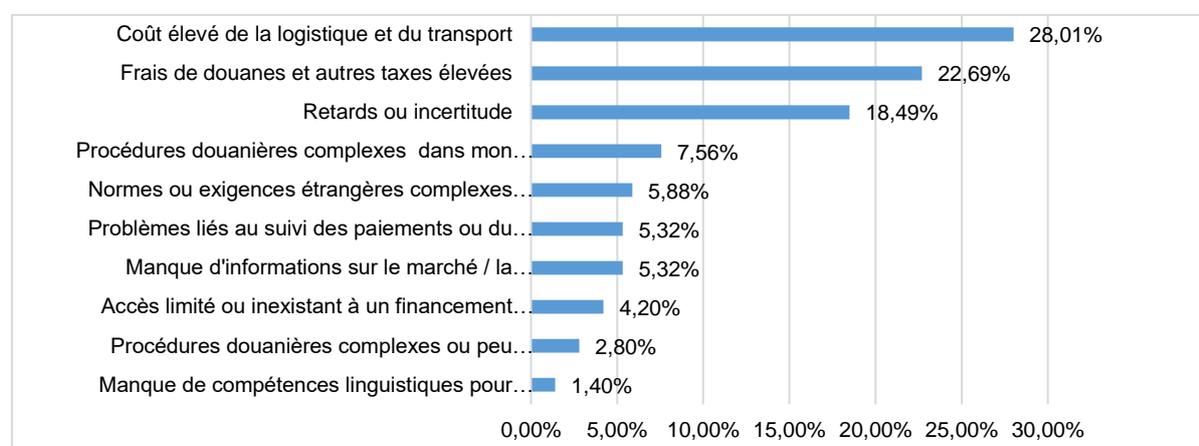


**Source :** Enquête PCAF/CCI-BF, janvier 2024/ Notre construction

## VI.2. Contraintes liées aux échanges extérieurs

Relativement aux difficultés qui émaillent le processus d'exportation des biens et services, il convient de noter que d'une manière générale, comparativement au semestre passé, l'ensemble des difficultés reviennent avec quasiment le même ordre de citation. Toutefois, la difficulté se rapportant aux « procédures douanières jugés complexe dans les pays de destination » connaît une fréquence de citation très moindre par rapport au semestre passé, soit 2,80% contre 17,74% auparavant. Les chefs d'entreprises interrogés convergent en majorité (28,55% en termes de fréquence de citation) sur le « coût élevé de la logistique », « les frais de douanes et autres taxes élevés » (22,69%).

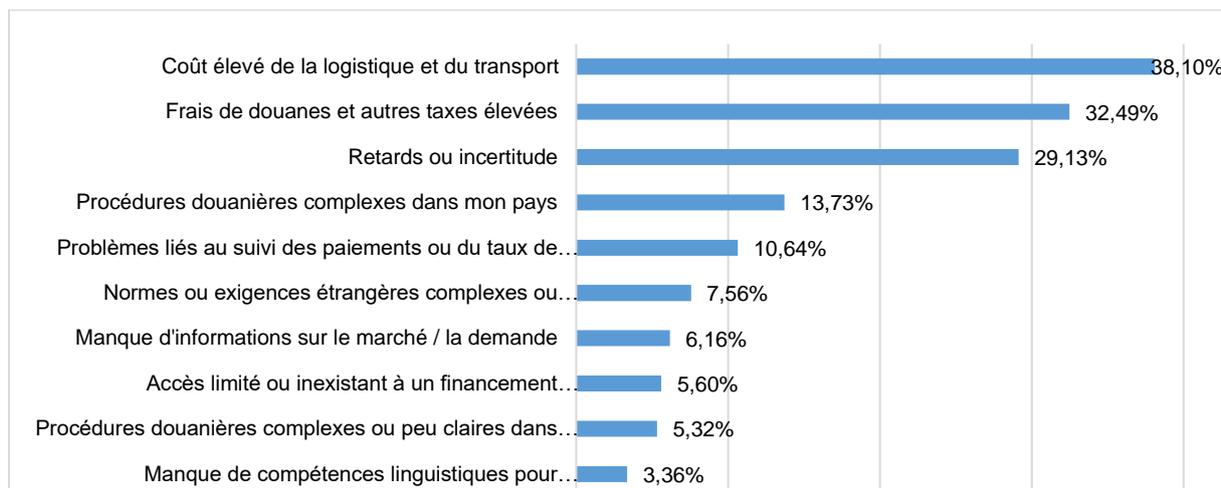
### **Graphique 36:** Contraintes liées aux exportations des produits



**Source :** Enquête PCAF/CCI-BF, Janvier 2024/ Notre construction

Sur la question des difficultés liées aux processus d'importation des biens et services, à l'instar des difficultés liées aux exportations, on note une réplique quasi parfaite des difficultés citées avec le même ordre d'occurrence comparativement au semestre passé. Ainsi, avec 38,10% de taux de citation le « coût élevé de la logistique et du transport » revient comme la difficulté la plus partagée. Elle est suivie par les « frais de douanes et autres taxes élevés » (32,49%) et « le retard ou incertitudes dans le processus d'importation » (29,13%). La problématique de « la complexité des procédures douanières au Burkina » (13,73%) se pose toujours comme une contrainte. Les autres difficultés relevées, avec des occurrences relativement faibles, sont entre autres « les problèmes liés au suivi des paiements », les « normes ou exigences étrangères complexes », le « manque d'information sur le marché », etc.

### **Graphique 37:** Contraintes liées aux importations des produits



**Source :** Enquête PCAF/CCI-BF, Janvier 2024/ Notre construction

## **VII. MESURES D'ACCOMPAGNEMENTS DE LA CCI-BF ET RECOMMANDATIONS DU SECTEUR PRIVE**

### **VII.1. Recommandations des acteurs du secteur privé**

L'enquête consacre une partie importante à la prise en compte des propositions, suggestions, attentes et recommandations des opérateurs économiques quant à l'amélioration du climat des affaires et plus particulièrement à l'amélioration de la situation sécuritaire.

Ainsi, de l'avis des chefs d'entreprises, le renforcement de l'appui du secteur privé au gouvernement de la Transition en termes de production de richesse nationale est capital pour la consolidation des efforts de reconquête du territoire et partant de l'amélioration du climat des affaires. Ce d'appui du secteur privé peut se matérialiser par :

- L'accroissement substantiel des aides des opérateurs économiques au Personnes déplacées Internes (PDI) selon les propositions de 23% des chefs d'entreprises ;
- la cohésion sociale dans les milieux d'affaires pour un engagement franc et total de tous les opérateurs économiques du Burkina (12% des avis);
- le civisme fiscal des entreprises pour le renforcement financier des recettes publiques selon les propositions de 11% des acteurs ;
- la création d'emploi pour une meilleure intégration des jeunes au développement du pays (14% des propositions)

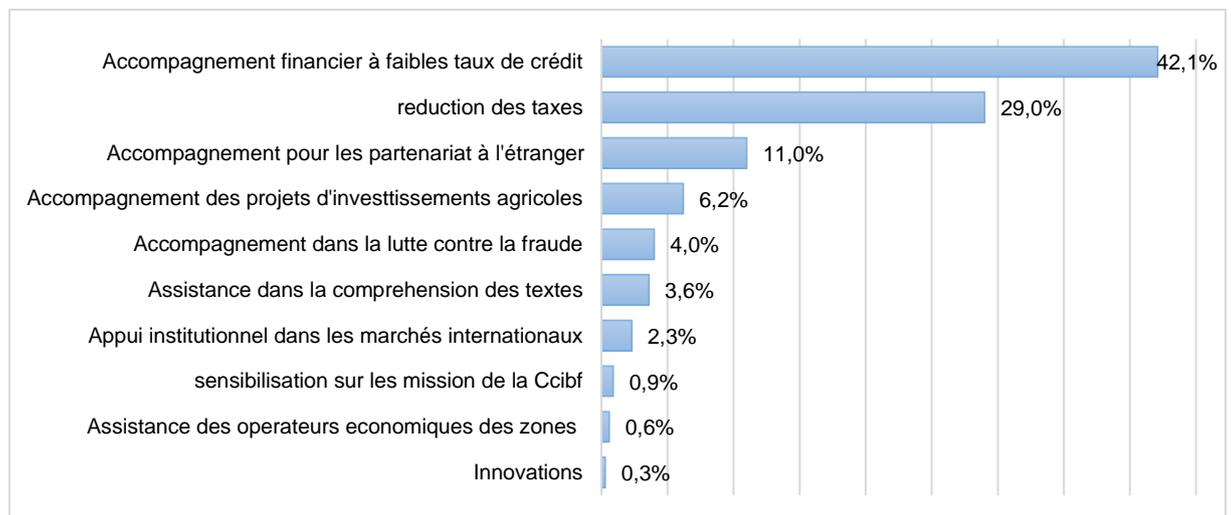
- L'instauration d'un fonds spécial financé par le secteur privé pour le soutien aux opérateurs économiques des zones touchées par les attaques terroristes (7,4% des propositions)
- L'organisation des états généraux du secteur privé pour définir amorcer une sortie réussie de crise à travers la mise en place d'une stratégie nationale » (1,1%).

Par ailleurs l'on note qu'environ 35% des chefs d'entreprises interrogées n'ont pas fait de propositions sur la question.

## VII.2. Recommandations à l'endroit de la CCI-BF

Les attentes et recommandations formulées par les opérateurs économiques vis-à-vis de l'institution consulaire sont à la fois diverses et arborent plusieurs secteurs d'activités. Suivant la récurrence des attentes, les principales attentes dégagées concernent :

### **Graphique 38 :** Attente et recommandation à l'endroit de la CCI-BF



- **L'accompagnement financier de la CCI-BF :** 42,1% des chefs d'entreprises souhaitent que la CCI-BF mène des négociations avec les banques et établissements financiers en vue de la réduction des taux d'intérêt du crédit qu'ils estiment très élevé.
- **La réduction des taxes :** 29% des opérateurs espèrent que la CCI-BF puissent échanger avec le gouvernement sur les possibilités de réduction des taxes
- **L'accompagnement pour les partenariats d'affaires à l'étranger :** pour 11% des chefs d'entreprises enquêtées, la CCI-BF pourrait développer des services en vue de booster la prospection et la

facilitation des contrats d'affaires avec l'étranger d'autant plus que le marché intérieur semble de plus en plus étroit compte tenu de la situation sécuritaire. Pour certains chefs d'entreprises, cette mesure permettrait également la diversification et la sécurisation de leur source d'approvisionnement et/ ou de desserte des produits d'exportation.

- ***L'accompagnement dans les projets d'investissements agricoles :*** les acteurs économiques (6,2%) attendent de la CCI-BF une stratégie/projet de financement pour encourager les entreprises à entreprendre dans le secteur agricole.
- ***La lutte contre la fraude :*** selon les suggestions de 4% des répondants, la CCI-BF devrait intensifier les actions en faveur de la lutte contre la fraude et la contrefaçon des marchandises notamment celles produites par les entreprises burkinabè.

En outre, la tenue de sessions ***d'information sur les textes fiscales en vigueur*** (3,6%), l'appui institutionnel de la CCI-BF dans ***l'exécution des marchés à l'international*** (2,3%), la ***sensibilisation sur les missions de la CCI-BF*** (0,9%) et ***l'appui financier des entreprises des zones de conflit*** constituent des attentes exprimées par les chefs d'entreprises lors de l'enquête. Selon l'opinion de 0.3% des chefs d'entreprises, la CCI-BF devrait proposer des services innovants pour répondre efficacement aux besoins du moment du secteur privé déjà très éprouvé par la crise sécuritaire.

### VII.3. Recommandations adressées au Gouvernement

Les chefs d'entreprises ont également formulé des recommandations à l'égard du gouvernement. Regroupés en six (6) points principaux, ces recommandations concernent :

- ✚ ***L'allègement de la pression fiscale :*** pour 53% des chefs d'entreprises, les taxes sont nombreuses et très lourdes à supporter pour les entreprises. Ils souhaitent une réduction des taxes et pour certains, à défaut d'une réduction, que l'Etat s'engage à les limiter (sans proposer de nouvelles taxes).
- ✚ ***L'apurement de la dette intérieure :*** pour 18% des opérateurs économiques décrivent les retards de paiement de l'Etat dans l'exécution des marchés publics. Cette situation constitue de véritables goulots d'étranglements pour les entreprises qui se retrouvent

souvent dans l'impasse entre plusieurs marchés avec l'incapacité d'honorer les engagements bancaires, fiscaux et sociaux....

- ✚ ***L'instauration d'un système de taxation plus équitable*** : selon 11% des entreprises interrogées, le système de taxation obligation rentré en vigueur en janvier 2024 devrait tenir compte des capacités productives de chaque entreprise. Ainsi, ils proposent que l'Etat instaure des taux plus faibles aux pme et des taux élevés aux grandes entreprises.
- ✚ ***La communication sur la gestion du Fonds patriotique*** : Pour 9% des acteurs, l'Etat devrait informer les contribuables et plus précisément aux entreprises de l'affectation des ressources collectées dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.
- ✚ ***La sécurisation des grands axes routiers (5% des avis) et l'intensification de la lutte dans certaines zones stratégiques (4%)*** constituent également des préoccupations pour le secteur privé national.

## CONCLUSION

L'évolution du climat des affaires au second semestre ressort défavorable à l'activité du secteur privé. Comparativement au premier semestre de l'année 2023, l'indicateur de perception du climat des affaires s'est établi à 0,331 en fin décembre 2023 soit une légère baisse de  $6.10^{-2}$  points en valeur absolue. Cette situation résulte principalement du faible score enregistré par les indicateurs liés à la situation sécuritaire, à la corruption, à la situation politique et au cadre réglementaire qui ont contribué à tirer vers le bas la valeur de l'indicateur global.

En outre, l'indice lié à l'évolution des investissements s'est dégradé sur la période passant de 0,32 au premier semestre à 0,29 au second semestre. Il en est de même pour l'indice emploi qui s'est établi à 0,371 soit une baisse de 15 points de pourcentage par rapport au semestre précédent.

Au niveau sectoriel, l'on note une dégradation de l'indice de perception dans les services (0,36) et dans l'industrie (0,310) tandis que dans le commerce, il affiche une hausse de 0,009 points par rapport à son niveau du premier semestre (0,317).

Pour le premier semestre 2024, les chefs d'entreprises tablent sur une amélioration du climat des affaires stimulée par une hausse de la demande globale, du niveau des investissements et des échanges extérieurs. L'indicateur du climat des affaires devrait donc s'afficher à 0,53 en fin juin 2024 au niveau global, soit 0,56 dans le commerce, 0,50 dans le secteur des services et 0,48 dans le secteur industriel. Ces perspectives reluisantes pourraient effectivement se réaliser si toutefois des avancées notables sont enregistrées au niveau sécuritaire et que les chefs d'entreprises concrétisent leurs décisions /intentions en termes de production, d'emploi et d'investissement.

Cependant l'annonce du retrait des pays de l'Alliance des Etats du Sahel (AES) de la CEDEAO en fin janvier 2024 pourrait constituer une source d'inquiétudes à court et moyen termes pour la plupart des opérateurs économiques qui ont des intérêts économiques et commerciaux dans l'espace CEDEAO. A cet effet, des actions fortes et une bonne stratégie de communication sur

les implications potentielles de ce retrait devront être envisagées afin de rassurer les acteurs économiques et atténuer les effets pervers d'une telle mesure sur l'économie nationale.

## BIBLIOGRAPHIE

1. Perspectives économiques mondiales, FMI, Janvier 2024
2. Perspectives économiques mondiale, Banque Mondiale, Janvier 2024
3. Note de conjoncture économique, BCEAO ; Novembre 2023
4. Note de conjoncture économique régionale dans l’UEMOA, UEMOA, Décembre 2023
5. Rapport de suivi des indicateurs de l’économie et du développement, DGEP, Décembre 2023
6. Rapport de perception du climat des affaires au Burkina Faso au second semestre 2020
7. Rapport de perception du climat des affaires au Burkina Faso au premier semestre 2021
8. Rapport de perception du climat des affaires au Burkina Faso au second semestre 2021
9. Rapport de perception du climat des affaires au Burkina Faso au premier semestre 2022
10. Rapport de perception du climat des affaires au Burkina Faso au second semestre 2022
11. Rapport de perception du climat des affaires au Burkina Faso au premier semestre 2023